

Macron-Le Pen, un duel sur un champ de ruines

L'issue du premier tour achève de balayer les repères, au point de placer Jean-Luc Mélenchon en arbitre et de menacer le front républicain

Il n'y a plus de haut-le-cœur ou d'indignation. Juste le sentiment de voir se confirmer un nouveau clivage. Vingt ans après la qualification surprise de son père, Jean-Marie Le Pen, au second tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen a une nouvelle fois franchi la haie du premier tour, dimanche 10 avril, du principal rendez-vous démocratique du pays. La candidate du Rassemblement national (RN), forte de 23,41 % des suffrages, affrontera Emmanuel Macron, le 24 avril, dans une redite du match de 2017. Le chef de l'Etat est arrivé en tête du scrutin, avec 27,60 % des voix.

France des cadres et des retraités contre France des employés et des ouvriers, des villes contre la périphérie, de l'intégration européenne contre la souveraineté nationale... Emmanuel Macron progresse de 3,6 points en un quinquennat. Marine Le Pen, de 2,1 points. L'un a poli sa stature présidentielle à la faveur de la crise du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. L'autre a capté l'inquiétude des Français sur leur pouvoir d'achat, tout en continuant d'assumer un projet identitaire et souverainiste. Les deux acteurs ont cherché pendant cinq ans à mettre en scène leur opposition. Le scénario est en apparence répétitif. En apparence seulement.

EFFONDREMENT DE LR

Car la vague qui s'est abattue sur le paysage politique français il y a cinq ans est revenue balayer tout ou partie des forces républicaines traditionnelles, installant un jeu de reports de voix à l'issue incertaine en vue du second tour, le 24 avril. L'assurance-vie, que représentait un duel avec l'extrême droite n'est plus. Selon différentes enquêtes d'opinion publiées dimanche soir, Emmanuel Macron ne pourrait l'emporter qu'avec 51 % à 54 % des voix – des estimations à envisager avec précaution, à deux semaines du scrutin.

Les deux finalistes du scrutin trônent au milieu des décombres, en compagnie de Jean-Luc Mélenchon, devenu l'arbitre de leur affrontement. Avec 21,95 % des voix, le candidat de l'Union populaire a cru jusqu'au bout de la nuit, dimanche, pouvoir dépasser Marine Le Pen à la faveur des derniers dépouillements. Il n'en a

Les résultats du premier tour

Les scores du premier tour de l'élection présidentielle cités dans cette édition sont ceux du ministère de l'intérieur arrêtés à 7 heures lundi 10 avril. Portant sur 97 % des électeurs inscrits, ils n'intègrent pas encore les résultats des Français de l'étranger.

LES SOUTIENS DU CHEF DE L'ÉTAT CRAIGNENT L'ABSTENTION, AU SECOND TOUR, DES ÉLECTEURS MÉLENCHONISTES

rien été. « Il ne faut pas donner une seule voix à Mme Le Pen », avait déjà acté le député des Bouches-du-Rhône. Sans appeler pour autant à voter en faveur d'Emmanuel Macron. Les soutiens du chef de l'Etat craignent l'abstention des électeurs mélenchonistes, qui se sont mobilisés tout au long du quinquennat contre la politique économique, sociale ou sanitaire du locataire de l'Élysée.

Plus qu'au front républicain, ébréché depuis plus d'une décennie, ce premier tour ouvre la voie à une recomposition politique d'ampleur. Après le Parti socialiste – dont la candidate, Anne Hidalgo, n'a obtenu que 1,74 % des suffrages dimanche, arrivant même derrière le communiste Fabien Roussel (2,31 %) –, Les Républicains (LR) se sont effondrés à leur tour en ce 10 avril. Leur représentante, Valérie Pécresse, n'a recueilli que 4,79 % des voix. Bien loin du score de François Fillon il y a cinq ans (20,01 %).

Un séisme pour un parti qui a fourni la moitié des présidents sous la V^e République. Le patient travail de déconstruction d'Emmanuel Macron, qui a multiplié les emprunts au logiciel de la droite tout au long du quinquennat, a porté ses fruits. Désormais, ce dernier se retrouve assis sur un grand centre, qui couvre une majeure partie de la social-démocratie et de la droite modérée. « Il n'est pas de notre fait si certains partis républicains se sont effondrés : ils ont joué l'affrontement depuis cinq ans face à Emmanuel Macron, ils se sont trompés », a défendu le délégué général de La République en marche, Stanislas Guerini, dimanche soir, auprès des cadres de la campagne macroniste.

MACRON DÉSORMAIS SEUL

Incapables de renouveler leur offre, LR et Parti socialiste se sont aussi fourvoyés sur le sens de leurs victoires aux élections municipales, régionales et départementales durant le quinquennat. « Une dualité s'est installée entre le local et le national, ces deux sphères apparaissant décorrélées », note le politologue Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof. Si les partis traditionnels disparaissent au niveau national, c'est pour des raisons structurelles. Pas à cause du profil de leurs candidats.

Ces résultats, ajoutés à la faiblesse de Yannick Jadot pour Europe Ecologie-les Verts (4,58 %), victime du vote utile en faveur de Jean-Luc Mélenchon, placent Emmanuel Macron à la tête d'un ré-

servoir de voix potentiel plus faible qu'en 2017. L'apôtre du dépassement des clivages se retrouve désormais bien seul pour défendre le « camp de la République et de la raison », selon l'expression utilisée, il y a quelques mois, par le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune, pour parler des modérés.

Yannick Jadot, comme Anne Hidalgo ou Fabien Roussel, ont tous appelé à voter en faveur du président sortant. « Notre vote ne vaut pas caution pour sa responsabilité dans la fracturation du pays, à force d'inaction climatique, de déni social, de conformisme et de mépris démocratique », a prévenu l'eurodéputé écologiste. La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a annoncé qu'elle « voterait en conscience Emmanuel Macron » tout en pointant ses « profondes divergences ».

Emmanuel Macron a répondu « tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France ». « Je suis prêt à inventer quelque chose de nouveau pour rassembler les convictions et les sensibilités diverses », a-t-il assuré, peu après avoir appelé ses troupes à se fondre dans un « grand mouvement politique d'unité et d'action pour notre pays ». En clair, à fonder un parti qui enterrerait son nouvel espace dans la tripartition de l'espace politique apparue dimanche.

« Nous avons un pôle central qui digère les anciens partis de gouvernement, et deux pôles, à

l'extrême droite et à l'extrême gauche, qui se consolident. On voit entre les deux la disparition de toute alternance modérée », souligne la politologue Chloé Morin, experte associée à la Fondation Jean-Jaurès. Il n'y a pas de démocratie sans alternance. Or on accepte désormais qu'elle se fasse avec les extrêmes. C'est problématique.

DISCOURS ATTRAPE-TOUT

Certes, Emmanuel Macron est conscient que le bulletin marqué de son nom servira chez certains électeurs à faire « barrage à l'extrême droite ». Mais il ne veut pas se limiter à ce type d'arguments, qui l'entraverait dans son action future en cas de réélection. « Il n'est pas question de vote moral ce soir, mais de savoir très concrètement de quelle France on veut pour ces cinq prochaines années », a ainsi souligné la ministre de la fonction publique, Amélie de Montchalin. Comme si le duel avec le RN revenait à assumer un choix de société entre deux projets de factures classiques.

Dans cette réédition du match « progressistes » contre « nationa-

MARINE LE PEN BÉNÉFICIE DE RÉSERVES DE VOIX PLUS IMPORTANTES QU'EN 2017 : ÉRIC ZEMMOUR A APPELÉ À VOTER EN SA FAVEUR

listes », le président de la République s'est présenté comme le défenseur d'un « projet de progrès, d'ouverture et d'indépendance française et européenne ». Il a surtout insisté sur sa crédibilité, qui, selon les sondages, lui accorde la confiance de ses électeurs, plus que ses idées. « Voulez-vous d'une France qui, face aux crises en cours et à venir, continue à faire confiance à la science, à la raison, à la compétence comme nous l'avons fait ces derniers mois et ces dernières années ? », a-t-il interrogé.

Marine Le Pen, elle, bénéficie de réserves de voix plus conséquentes qu'en 2017. Son adversaire d'extrême droite, Eric Zemmour, a appelé à voter en sa faveur, malgré leurs « désaccords » et une campagne marquée de ressentiment. Avec 7,05 % des suffrages, le candidat de Reconquête ! n'est pas parvenu, loin de là, à remplacer la candidate du RN dans le cœur de la France en colère, pâtissant du phénomène de vote utile. Il a surtout permis, par sa radicalité, d'alimenter le récit d'une Marine Le Pen qui se présente comme plus consensuelle, camouflant derrière cette communication un programme qui vise toujours à instaurer la préférence nationale, à ébranler les fondements de l'Etat de droit et à déconstruire l'Union européenne.

L'ancien chroniqueur de CNews et du Figaro a aussi contribué à étendre la zone grise qui se situe entre la droite et l'extrême droite.

Le député LR des Alpes-Maritimes Eric Ciotti, qui était enclin à voter Eric Zemmour dans l'hypothèse d'un duel avec Emmanuel Macron, a annoncé qu'il ne voterait pas pour le chef de l'Etat, contrairement à Valérie Pécresse. « Les trois quarts des Français ont émis un vote de contestation contre le système en place, contre la politique de Macron », a-t-il justifié.

Comme en 2017, Nicolas Dupont-Aignan (2,07 %) a appelé pour sa part à voter en faveur de Marine Le Pen. Quant à Jean Lassalle (3,16 %), il laisse ses électeurs libres de leur choix.

A l'image de son adversaire, la candidate RN, qui se veut le héritier d'un « projet national, populaire et social », a tenu un discours attrape-tout après l'annonce des résultats. Elle a surtout essayé de se présenter comme l'antithèse du chef de l'Etat, promettant aux électeurs « écoute et attention » – quand ce dernier souffre d'une image d'arrogance – et assurant qu'elle appliquerait le référendum d'initiative citoyenne (RIC) réclamé par les « gilets jaunes ». La fille de Jean-Marie Le Pen s'est également dépeinte en adversaire du « pouvoir de l'argent », là où son adversaire a été qualifié de « président des riches ».

Dans ce contexte, personne ou presque ne s'est alarmé du niveau de l'abstention (25,14 %). Il est pourtant le plus élevé depuis vingt ans pour une élection présidentielle. La force de l'habitude, là encore. ■

OLIVIER FAYE



Deux stratégies avant le second tour

Macron veut réactiver le front républicain. Le Pen espère un « référendum anti-Macron »

A quoi va ressembler l'entre-deux tours de l'élection présidentielle ? Après la qualification d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen pour le scrutin du 24 avril, deux stratégies semblent se dessiner. L'une est le « référendum anti-Macron ». L'autre est la réactivation du front républicain.

Du côté de la candidate d'extrême droite, la solution est évidente : faire du « tout sauf Macron ». M^{me} Le Pen a appelé, dès dimanche soir 10 avril, « tous ceux qui n'ont pas voté » Emmanuel Macron à la « rejoindre ». Selon elle, « ce qui se jouera est un choix de société et même de civilisation ». Elle entend incarner non seulement l'alternance mais aussi une alternative à l'actuel chef de l'Etat. Le président « libéral », accusé d'être déconnecté du peuple, contre la candidate « du pouvoir d'achat », qui se présente comme proche des gens. Avec une conséquence simple : puisque c'est un « duel » pour battre le sortant, il n'y a qu'un seul bulletin efficace : le sien.

Pour les lepénistes, les 72 % de Français qui n'ont pas choisi le chef de l'Etat ont, en fait, voté contre lui. Une analyse un peu rapide mais qui a l'avantage de la simplicité. D'ores et déjà, la députée du Pas-de-Calais peut compter sur les reports des autres candidats d'extrême droite – Nicolas Dupont-Aignan et Eric Zemmour ont appelé à voter pour elle. Mais surtout, M^{me} Le Pen est persuadée depuis plusieurs années qu'une partie de ses réserves de voix se trouve chez les abstentionnistes et à droite, mais aussi chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Selon une projection de second tour réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour France TV, Radio France, France 24, RFI, Public Sénat, LCP et Le Parisien où elle recueillerait 46 % des voix, 30 % des électeurs de M. Mélenchon choisiraient de voter pour elle, 34 % pour M. Macron et 36 % s'abstiendraient. Une part non négligeable, donc.

« Cordon sanitaire »

L'idée des stratégies du Rassemblement national (RN) est de créer une sorte de coalition des colères. La candidate d'extrême droite estime pouvoir désormais l'incarner, puisque la campagne présidentielle l'a vue se normaliser, notamment par effet de contraste avec un Eric Zemmour aux déclarations radicales et outrancières et puisque, dans l'opinion, elle ne suscite plus le même rejet qu'auparavant. Mais ce ne sera pas chose aisée.

En effet, dans la foulée des résultats, plusieurs candidats ont très vite appelé à la faire battre : l'écologiste Yannick Jadot, la socialiste Anne Hidalgo, le communiste Fabien Roussel et la candidate du parti Les Républicains, Valérie Pécresse. Certes, il s'agit là de « petits » candidats ayant tous réuni moins de 5 % des suffrages. Mais le symbole compte : celui qu'un « cordon sanitaire » autour de l'extrême droite existerait encore.

Plus importante est la déclaration de Jean-Luc Mélenchon qui a appelé, très clairement, à « ne pas donner une seule voix à Marine Le Pen ». Ses principaux lieutenants, à l'image d'Alexis Corbière, l'ont répété : « Il est hors de question que certains pensent que voter RN réglerait le problème. Pas une voix ne doit aller à Marine Le Pen », a déclaré le député (La France insoumise, LFI) de Seine-Saint-Denis. Si les « insoumis » n'entendent pas

L'IDÉE DES STRATÉGIES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL EST DE CRÉER UNE SORTE DE COALITION DES COLÈRES

appeler à voter pour Emmanuel Macron, qu'ils ont combattu sans discontinuer pendant cinq ans, ils ne veulent pas pour autant laisser la moindre ambiguïté quant à leur opposition frontale au RN.

Cette décision n'arrange donc pas Emmanuel Macron qui, pour sa part, entend justement réactiver le front républicain pour trouver sa dynamique de second tour. Car si son résultat de dimanche soir (27,60 % des suffrages) se trouve dans un étiage plus qu'honorable pour un président sortant – à titre de comparaison, en 2012,

Nicolas Sarkozy avait réuni 27,18 % des voix –, il semble ne pas disposer de beaucoup de réserves de voix. Il doit donc solliciter celles de gauche. D'où son intervention, dimanche soir, où il « tend la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France » et ses remerciements à ceux qui veulent faire « barrage contre l'extrême droite ».

Opposition « populaire »

Là non plus, ce ne sera pas facile. M. Macron a déjà usé de cette stratégie il y a cinq ans dans son premier duel avec Marine Le Pen. Une partie de cette famille politique, notamment LFI, ne se prive pas de se moquer des « castors », ces électeurs qui votent Macron pour faire « barrage », estimant qu'ils sont crédules alors que M. Macron n'a pas tenu ses promesses dans la lutte contre l'extrême droite.

Surtout, les mélenchonistes n'ont aucun intérêt stratégique à

se ranger derrière Emmanuel Macron. Car, fort de son score, le député des Bouches-du-Rhône entend incarner le troisième pôle de la recomposition politique, celui de l'opposition « populaire » face à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen. Personne, dans leur camp, ne peut contester le leadership à Jean-Luc Mélenchon qui a su rassembler, autour de sa candidature, la quasi-totalité de la gauche (les autres candidats de la gauche parlementaire représentant 8,63 %).

Dernière difficulté pour Emmanuel Macron : parmi la droite parlementaire, tout le monde n'appelle pas à voter pour lui. Certains, comme Eric Ciotti, sont ambigus. Le député (Les Républicains) des Alpes-Maritimes ne donne ainsi « aucune consigne de vote » et assure qu'il ne « votera pas Macron ». Le « barrage » a, d'ores et déjà, quelques fissures. ■

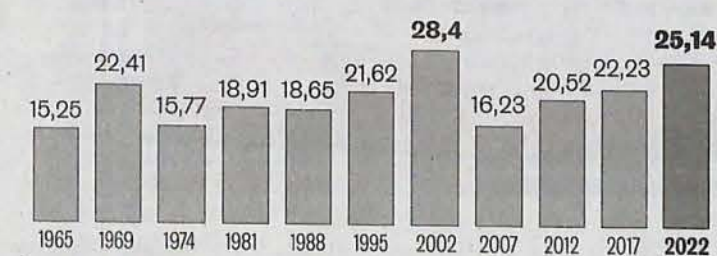
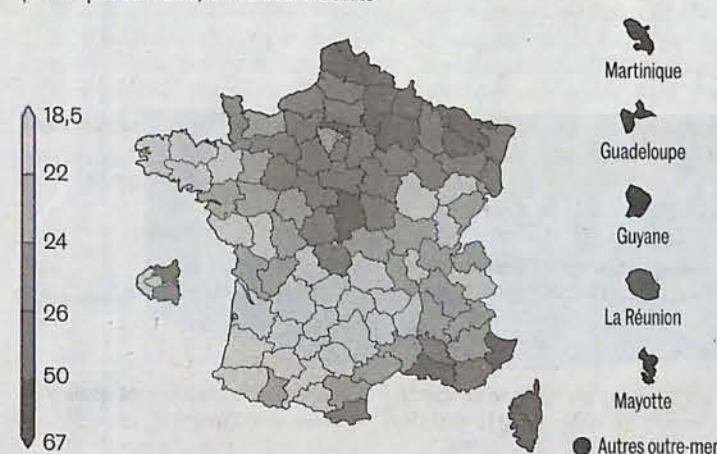
ABEL MESTRE



Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal (en haut), Guillaume Peltier (Reconquête I, ci-dessus, à gauche), Daniel Cohn-Bendit, Marion Maréchal (soutien d'Eric Zemmour) et Eric Ciotti (LR), ci-dessus à droite, lors de la soirée électorale sur TF1, dimanche 10 avril.

BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »

Taux d'abstention au premier tour, par département, en % des inscrits



Source : ministère de l'intérieur

Infographie Le Monde

Devenons l'énergie qui change tout.

NON, L'ÉLECTRICITÉ N'EST PAS TOUJOURS PLUS VERTE AILLEURS.

EDF, leader européen des énergies renouvelables*

Partenaire Paralympique et Olympique

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

* Source : Étude PwC - Changement climatique et électricité - Facteur carbone européen, comparaison des émissions de CO₂ des principaux électriciens européens (décembre 2020).

Une nouvelle décomposition du paysage politique

Les partis de gouvernement sont en voie de relégation, au profit des courants contestataires

L'élection présidentielle des 10 et 24 avril, la onzième au suffrage universel direct de la V^e République, marque une nouvelle étape dans la décomposition du paysage politique français. Structurée originellement, à partir de 1965, autour d'un affrontement entre la droite et la gauche, dans leurs diverses composantes, elle se caractérise désormais par une fragmentation des grandes familles politiques, au sein desquelles les partis dits « de gouvernement » qui se sont relayés au pouvoir jusqu'en 2017 sont en voie de relégation.

C'est une nouvelle tripartition qui s'opère autour d'un pôle central occupé par le président sortant, Emmanuel Macron, qui améliore son score de 2017 de 4 points, cerné par deux blocs contestataires menés, à l'extrême droite, par Marine Le Pen (23,41 %) et, à gauche, par Jean-Luc Mélenchon (21,95 %). En agrégeant les voix d'Eric Zemmour et de Nicolas Dupont-Aignan, le premier totalise 32,53 % des voix tandis que le total des voix de gauche représente 30,58 %.

Hémorragie à droite

Le candidat de La République en marche, dans l'ensemble, ne subit pas de décrochages importants, sauf en Guadeloupe (-16,80 %), en Martinique (-9,23 %) et en Guyane (-4,53 %) ainsi qu'en Seine-Saint-Denis (-3,77 %). A l'inverse, ses progressions les plus significatives s'effectuent dans les collectivités du Pacifique, dans l'Ouest (Mayenne, Vendée, Maine-et-Loire, Orne, Sarthe) et en Alsace, des territoires dans lesquels la droite a longtemps été bien

implantée. C'est d'ailleurs dans ces mêmes entités que la candidate du parti Les Républicains, Valérie Pécresse, enregistre les reculs les plus prononcés par rapport aux scores de François Fillon, en 2017.

Quand l'électorat de la droite ne s'est pas réfugié chez Emmanuel Macron, c'est l'extrême droite, stimulée par la concurrence Le Pen-Zemmour, qui l'a capté, provoquant, là aussi, une véritable hémorragie, comme à Mayotte, dans les Alpes-Maritimes ou le Var. Dans pas moins de douze départements ou collectivités, le score de la droite chute, en cinq ans, de plus de 20 points.

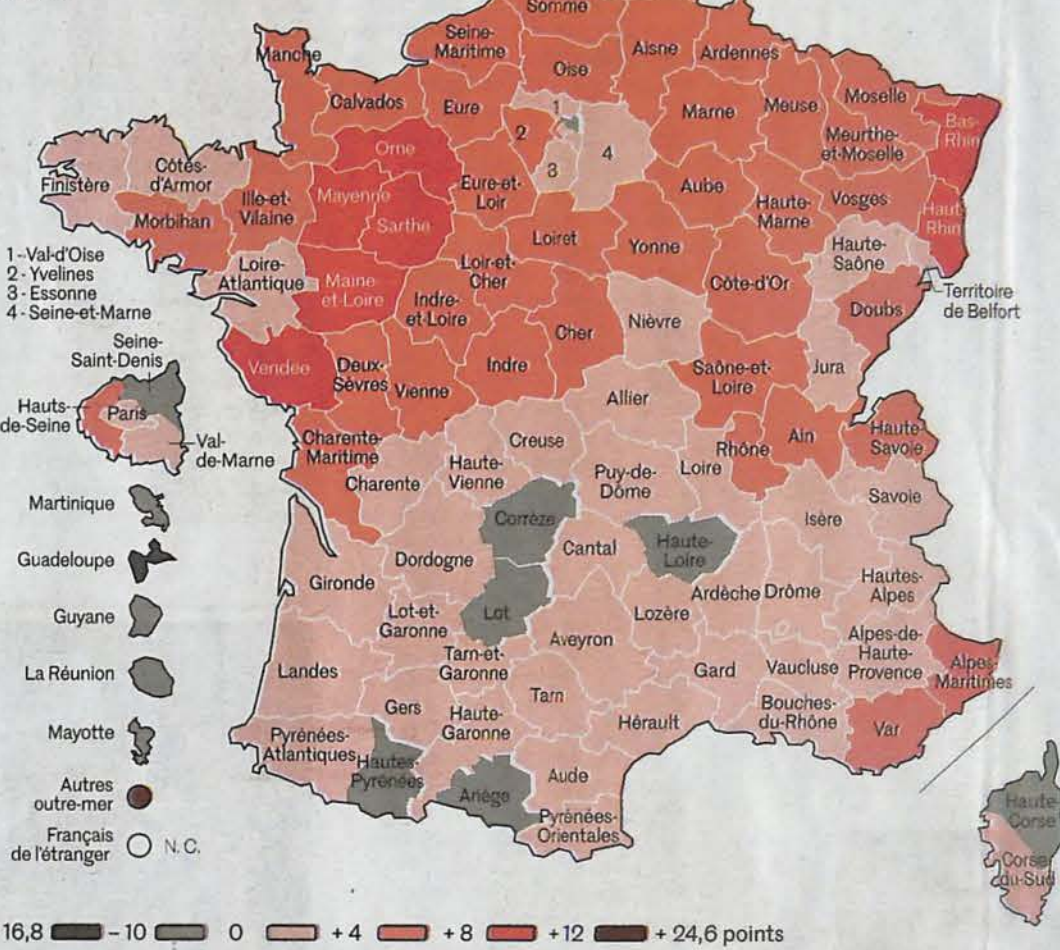
Au sein de la gauche, Jean-Luc Mélenchon conforte son hégémonie et parvient à gagner plus de 2 points sur le score qu'il avait obtenu en 2017. Toutefois, s'il réalise des gains spectaculaires dans les outre-mer, notamment en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte, il enregistre des baisses – de faible ampleur – dans 45 départements métropolitains. Il est vrai qu'il était, cette fois, concurrencé par plusieurs autres candidatures à gauche, même si celle d'Anne Hidalgo, pour le Parti socialiste, s'est réduite à une candidature de témoignage.

L'effondrement des forces traditionnelles de gouvernement se double donc, en parallèle, d'une montée en puissance des courants contestataires, de part et d'autre de l'échiquier politique, faisant la part belle au populisme et au nationalisme. Le régime hérité de la Constitution de la V^e République y résistera-t-il ? ■

MARIAMA DARAME ET PATRICK ROGER

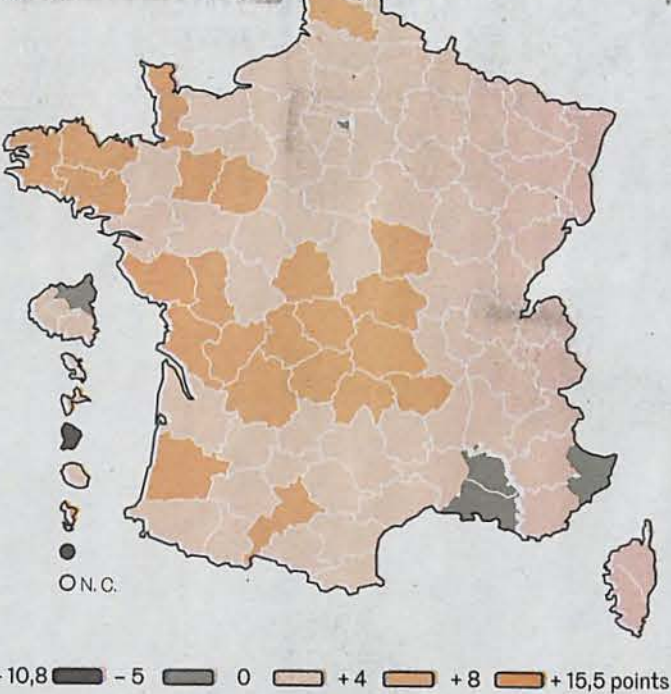
Macron 2017 - Macron 2022

Ecart entre les résultats des premiers tours de 2017 et de 2022 en points



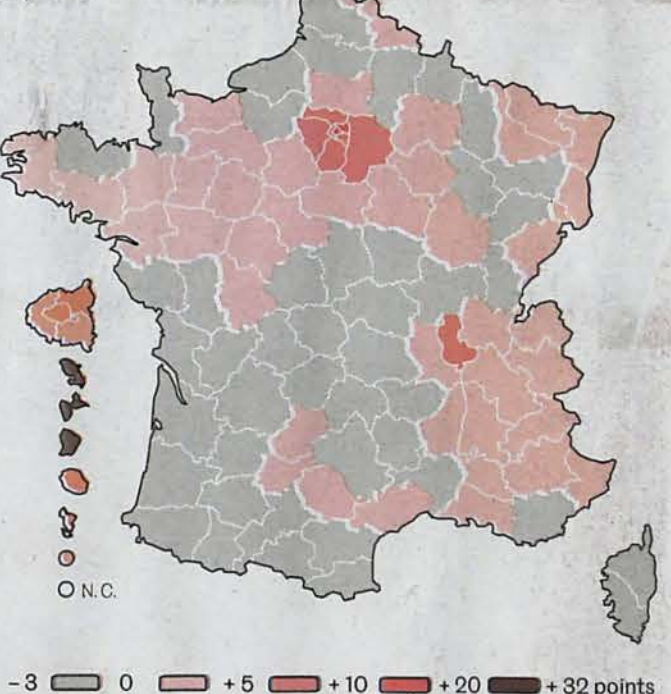
Le Pen 2017 - Le Pen 2022

Ecart entre les résultats des premiers tours de 2017 et de 2022 en points



Mélenchon 2017 - Mélenchon 2022

Ecart entre les résultats des premiers tours de 2017 et de 2022 en points



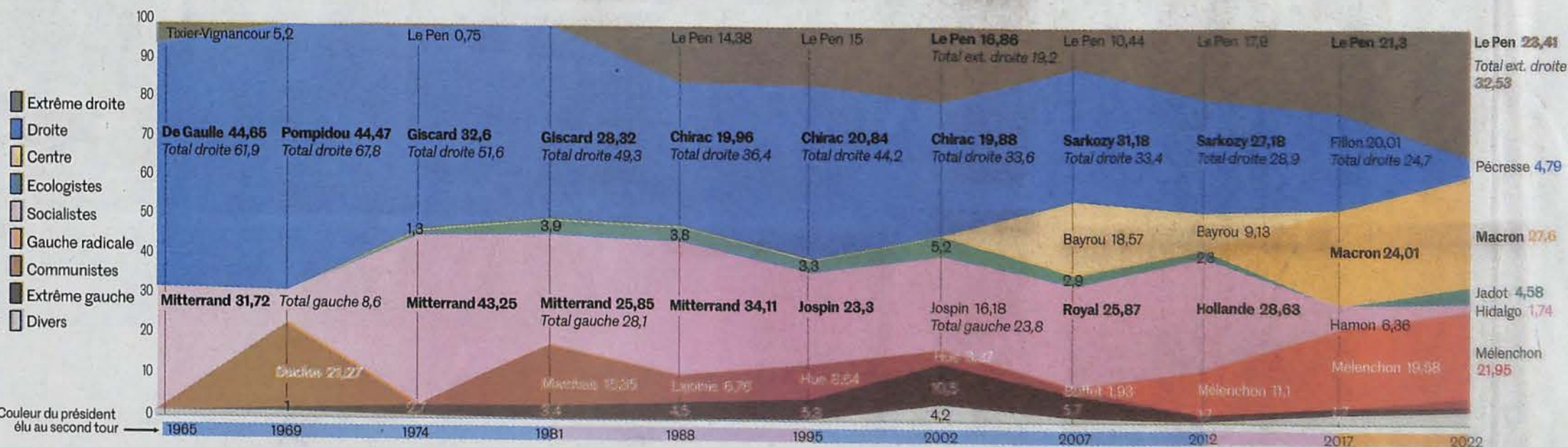
Fillon 2017 - Pécresse 2022

Ecart entre les résultats des premiers tours de 2017 et de 2022 en points



La fragmentation électorale

Evolution des forces politiques, pourcentage de suffrages exprimés aux premiers tours des élections présidentielles depuis 1965



Pour Macron, élargir sa base sans se renier

Face à Le Pen, le président sortant doit convaincre une partie de la gauche sans dénaturer son projet

Emmanuel Macron devant ses partisans, après l'annonce des premières estimations du résultat du premier tour de l'élection présidentielle, à Paris, dimanche 10 avril.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSÉ
POUR « LE MONDE »



C'est une nouvelle campagne qui s'ouvre. Immédiatement après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron et ses fidèles se sont projetés vers le second tour face à Marine Le Pen. Un scénario qui s'annonce aussi périlleux qu'incertain. « Rien n'est fait », a mis en garde le président candidat, dimanche 10 avril, depuis son QG de soirée électorale, en exhortant ses troupes à « ne ménager aucun effort durant les quinze jours à venir ».

Un appel à la mobilisation qui vise à conjurer le risque d'un accident au soir du 24 avril. Comme en 2017, il affrontera la candidate du Rassemblement national (RN). Sauf que cette fois, le second tour s'annonce beaucoup plus serré qu'il y a cinq ans, lorsque le candidat de La République en marche (LRM) l'avait emporté avec 66,10 % des voix. « Le second tour sera difficile : comme on pouvait s'y attendre après les graves crises du quinquennat, le RN peut accéder au pouvoir », met en garde le chef de file des députés MoDem, Patrick Mignola.

Certes, le soulagement était d'abord de mise dans le camp présidentiel. Alors que les sondages d'avant scrutin le donnaient talonné par Marine Le Pen, Emmanuel Macron a finalement réalisé un meilleur score que prévu, en totalisant 27,60 % des voix. Soit trois points de plus qu'en 2017. Lui qui a tout fait depuis le début de son quinquennat pour réduire le débat à un affrontement entre « progressistes » et « populistes » a réussi à devancer sa meilleure ennemie. Pour la première fois depuis vingt ans, le président sortant arrive en tête du premier tour. Une performance, à l'issue de « cinq ans de crises majeures », des « gilets jaunes » au « Covid », en passant par la « guerre en Ukraine », a souligné le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal.

Mais la satisfaction s'est révélée de courte durée dans les rangs de la majorité face au défi qui se présente désormais devant M. Macron, chargé de rassembler des électeurs issus d'horizons différents. Car si son adversaire reste la même qu'il y a cinq ans, le rapport de force a évolué. Contrairement à 2017, la fille de Jean-Marie Le Pen, qui a réussi à totaliser 23,41 % des suffrages, peut compter pour la première fois sur une réserve de voix substantielle, puisque les deux autres candidats d'extrême droite Eric Zemmour

(7,05 %) et Nicolas Dupont-Aignan (2,07 %) ont appelé à voter pour elle.

Face à ce bloc d'extrême droite, Emmanuel Macron a tenté de réhabiliter un front républicain, en ouvrant grand les bras aux républicains de tout poil. « Je souhaite tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France », a-t-il déclaré, en appelant à fonder, au-delà des « différences », « un grand mouvement politique d'unité et d'action ». Une manière de poursuivre la recomposition politique, entamée depuis 2017, afin d'accueillir des responsables de gauche et de droite dans un même bloc central. Avec l'espoir que leurs électeurs se reportent sur sa candidature, le 24 avril, dans un front commun pour faire barrage à l'extrême droite.

SIGNAUX EN DIRECTION DES « INSOUMIS »

M. Macron espère pouvoir compter sur un renfort de voix venu des partisans de la candidate du parti Les Républicains (LR), Valérie Pécresse, qui a dit voter « en conscience » en sa faveur. Pour les séduire, il a d'ailleurs insisté sur sa volonté de « lutter résolument contre le séparatisme islamiste », sans insister sur son libéralisme économique. Car son principal réservoir de voix se retrouve sur sa gauche. Si le candidat écologiste Yannick Jadot (4,58 %), le communiste Fabien Roussel (2,31 %) et la socialiste Anne Hidalgo (1,74 %) ont rapidement appelé à « battre l'extrême droite » en votant pour lui, reste à savoir s'il parviendra à faire le plein chez leurs sympathisants. Alors qu'une bonne partie des électeurs de gauche se montrent déçus par ses orientations durant le quinquennat, les macronistes craignent qu'une majorité d'entre eux décident de boudier les urnes lors du second tour, en préférant s'abstenir plutôt que de voter pour celui qu'ils considèrent comme « un président de droite ».

Un risque de déperdition d'autant plus fort chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, qui constituent le principal réservoir de voix pour M. Macron. Et sa principale cible. Dès dimanche soir, ses fidèles ont jeté leurs filets en direction des électeurs du candidat de La France insoumise (LFI), qui s'est imposé de loin comme le principal postulant à gauche, avec 21,95 % des voix. Avec l'espoir de les convaincre d'opter pour le président sortant au second tour. Ou au moins d'améliorer leurs reports de voix. « Il nous reviendra de convaincre celles et ceux qui ont voté pour

**FACE AU BLOC
D'EXTRÊME DROITE,
LE CHEF DE L'ÉTAT
A TENTÉ
DE RÉHABILITER UN
FRONT RÉPUBLICAIN,
EN OUVRANT GRANDS
LES BRAS
AUX RÉPUBLICAINS
DE TOUT POIL**

d'autres candidats, Jean-Luc Mélenchon notamment », a déclaré la ministre chargée de la citoyenneté, Marlène Schiappa, sur France 2. « On doit convaincre l'électorat de Jean-Luc Mélenchon », a renchéri le délégué général de LRM, Stanislas Guerini, lors d'une réunion visant à caler la stratégie pour le second tour avec des parlementaires de la majorité, à l'issue du scrutin.

Séduire des sympathisants de la gauche radicale ? Une gageure pour M. Macron, qui a gouverné pendant cinq ans avec deux premiers ministres issus de la droite, et fait office de repoussoir pour une large partie des électeurs de LFI. Conscient du rejet qu'il peut susciter chez eux, le président candidat a tenté de les amadouer, en se disant « pleinement conscient » que l'appel de M. Mélenchon à « ne pas donner une voix » à Marine Le Pen « ne vaudra pas soutien » pour son projet. Avant d'envoyer des signaux très clairs en direction des « insoumis », lorsqu'il a dit vouloir porter un projet de progrès « pour les travailleurs » ou « pour les précaires ». Et représenter tous ceux qui « sont en colère face aux inégalités qui perdurent » ou « aux désordres écologiques ». Une manière de donner un accent social à son discours, qui rappelait ses propos, empruntés au Nouveau Parti anticapitaliste, lors de son meeting, le 2 avril : « Nos vies valent plus que leurs profits. »

« CHOIX DE SOCIÉTÉ TRÈS CLAIR »

« La stratégie pour le second tour est claire : mobiliser les électeurs de gauche », résume le député LRM Sacha Houlié, issu du Parti socialiste. Nous devons donner envie aux profs ou aux retraités modestes de voter pour Emmanuel Macron. » Pour y parvenir, le camp présidentiel entend mettre en avant plusieurs éléments du projet du chef de l'Etat susceptibles de « parler » à cette catégorie : son engagement proeuropéen, ses mesures en faveur de la transition écologique ou pour les droits des femmes. « Nous devons porter notre projet de progrès, d'espoir et de conquêtes sociales », a souligné M. Guerini. Le tout en passant sous silence toutes les mesures pouvant irriter les électeurs de gauche. Ce qui revient par exemple à valoriser la proposition visant à instaurer une retraite minimale à 1100 euros... sans trop mettre en avant celle de reporter l'âge légal de départ à 65 ans. Une idée du candidat LRM, parmi d'autres, combattue vigoureusement par M. Mélenchon.

Un exercice d'équilibriste peu aisé. Car malgré ces inflexions sociales, pas question, pour autant, de dénaturer les fondements du macronisme. « La logique, ce n'est pas de faire des compromis sur le programme », a prévenu la ministre de la transformation et de l'action publiques, Amélie de Montchalin. L'entourage du chef de l'Etat souligne la volonté de ce dernier de l'emporter au second tour grâce à « un vote d'adhésion » sur la base de son projet, qui « propose un choix de société très clair ». « Le message, ce n'est pas "Tous contre Marine Le Pen" mais "Tous avec Macron" pour avoir une légitimité forte, ensuite, pour gouverner », insiste l'entourage du candidat de LRM.

Sans attendre, Emmanuel Macron a toutefois lancé l'offensive contre son adversaire du RN, en attaquant frontalement son projet. Se posant comme le tenant d'une « Europe forte », il a notamment dit ne pas vouloir d'« une France qui, sortie de l'Europe, n'aurait pour seuls alliés que l'internationale des populistes et des xénophobes ». Sans oublier de se présenter en défenseur du « seul projet pour le pouvoir d'achat », qui s'est imposé comme le thème majeur de la campagne. Disant vouloir « rassembler », il a toutefois reconnu fédérer « d'abord » ceux qui souhaitent « s'opposer à l'extrême droite ». « Je sais que ça ne vaut pas quitus », a-t-il admis, sur France 2, après son discours.

Ce que les responsables écologistes n'ont pas manqué de lui rappeler. « Notre vote ne vaut pas caution », a souligné M. Jadot, en estimant qu'« il revient » au candidat de LRM de « créer les conditions du rassemblement pour faire échec à l'extrême droite ». « Maintenant, la balle est dans son camp », a poursuivi la finaliste de la primaire écologiste, Sandrine Rousseau. Avant de s'adresser directement à M. Macron : « Il va falloir aller chercher les électeurs de gauche un par un car, sinon, vous ne passerez pas. »

Soucieux de cibler un électorat populaire, M. Macron a choisi de démarrer sa campagne d'entre-deux-tours en se rendant, lundi, dans les Hauts-de-France, où le RN affiche parmi ses meilleurs scores. Avant d'effectuer un grand meeting à Marseille, samedi. Un premier déplacement dans le fief de Marine Le Pen ; l'autre dans celui de M. Mélenchon. Un « en même temps » inédit, symbolisant sa nouvelle stratégie pour renouveler son bail à l'Elysée. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

Les macronistes savourent mais restent prudents

Contrairement à 2017, l'ombre de l'extrême droite a plané sur la soirée électorale des partisans du président

Le même décor qu'en 2017. Les mêmes cris, « *Macron, président!* ». Le même soulagement, aussi. Mais pas tout à fait la même euphorie. Dans le hall 6 du Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, dimanche 10 avril, voyant s'afficher les scores de leur candidat sur l'écran géant retransmettant en direct la soirée électorale de France 2, les partisans d'Emmanuel Macron ont laissé exploser leur joie.

Avec 27,6 % des voix, le chef de l'Etat arrive en tête du premier tour de la présidentielle et dépasse largement sa rivale d'extrême droite, Marine Le Pen (23,41 %), qu'il affrontera au second tour. Une première victoire, donc, fêtée en agitant drapeaux français et européens.

A la fébrilité des derniers jours, liée à l'érosion progressive des intentions de vote en faveur du locataire de l'Elysée et à la progression continue de celles de la représentante du Rassemblement national (RN), a fait place un vent de légèreté. En tee-shirt rouge barré d'un « *Emmanuel Macron avec vous* », Jonathan Chatillon, un étudiant qui veut devenir professeur de musique, est « *super ravi* ». « *C'est au-delà de mes espérances. Maintenant, je pense que c'est fait* », s'emballe-t-il évoquant la victoire au second tour, dimanche 24 avril.

Une confiance retrouvée en la victoire, confortée, tout au long de la soirée, par les appels à voter explicitement pour Emmanuel Macron ou à faire barrage à l'extrême droite.

Des cris ont ainsi accompagné les mots du candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, répétant : « *Il ne faut pas donner une seule voix à Mme Le Pen* ». Une liesse a aussi saisi la petite foule quand Anne Hidalgo, candidate du Parti socialiste, a appelé à faire barrage à l'extrême droite en glissant dans l'urne un bulletin pour Emmanuel Macron, comme l'a fait Yannick Jadot (Europe Ecologie-Les Verts). Même le propos de Valérie Pécresse (Les Républicains) faisant état de son choix personnel de voter en faveur du président sortant pour s'opposer à Marine Le Pen a donné lieu à un vent d'allégresse dans les rangs des sympathisants.

L'insouciance de 2017 a vécu

Dans l'assistance, la ministre du logement, Emmanuelle Wargon, le concède : « *On est content, tout simplement* ». La participation, meilleure qu'attendue, « *ne pose plus la question de la légitimité* » de cette élection, affirme-t-elle. Et Emmanuel Macron dispose d'« *un bel écart* », face à la candidate du RN. Cinq ans plus tôt, en 2017, ce dernier avait obtenu 24,01 % des voix au premier tour, contre 21,30 % pour Marine Le Pen.

LES APPELS À VOTER POUR MACRON OU À FAIRE BARRAGE À L'EXTRÊME DROITE ONT CONFORTÉ LES MILITANTS DANS L'ESPOIR D'UNE NOUVELLE VICTOIRE

Une joie, mais pas de champagne. Au buffet des militants, du vin, de la bière et du Coca-Cola. L'insouciance de 2017 a vécu. Les leçons ont été retenues. A l'époque, Emmanuel Macron avait donné le sentiment d'avoir gagné l'élection dès le soir du premier tour. La soirée de remerciements à son staff organisée à la brasserie de La Rotonde, dans le 6^e arrondissement de Paris, en compagnie de quelques VIP, avait rappelé celle du Fouquet's de Nicolas Sarkozy, lors de la victoire du candidat de la droite en 2007. Alors que l'extrême droite était, une fois de plus, présente au second tour, les agapes étaient apparues déplacées, dérangeantes même.

« *Cher ami, si vous n'avez pas compris que c'était mon plaisir, ce soir, d'inviter mes secrétaires, mes officiers de sécurité, les politiques, écrivains (...), qui, depuis le premier jour, m'accompagnent,*

c'est que vous n'avez rien compris à la vie! », avait lancé, bravache, le candidat à ceux qui s'étaient offusqués. Avant de conclure : « *Je n'ai pas de leçons à recevoir du petit milieu parisien* ».

A 21h44, lorsqu'il s'est avancé sur la scène, devant son pupitre, le chef de l'Etat n'avait plus le même ton. « *Rien n'est fait!* », a-t-il souligné, ajoutant : « *Soyons humbles et déterminés!* ». A quinze jours du second tour, tout peut encore basculer, comme les dernières semaines l'ont démontré. Après avoir culminé à 30 % d'intentions de vote à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, le locataire de l'Elysée avait, ces derniers jours, perdu sa dynamique.

Beaucoup de militants de La République en marche semblaient, eux aussi, avoir conscience du chemin qu'il restait à parcourir. « *Le score d'Emmanuel Macron, ce soir, a été honorable, mais le second tour sera difficile* », présume Rémi Guastalli, communicant, arborant un pin's mêlant les drapeaux de l'Europe et de l'Ukraine.

Et, si personne n'a sifflé lorsque Marine Le Pen a pris la parole dimanche soir, chacun respectant les consignes du chef de l'Etat – « *défendre des convictions avec force mais en respectant chacune et chacun* » –, tous savent que battre la candidate du RN en 2022 ne sera pas chose aussi aisée

qu'en 2017. L'image plus adoucie, le discours plus social de la députée du Pas-de-Calais séduisent une partie grandissante de la population, sans effrayer outre mesure le reste du pays. Rappeler ce qu'est l'extrême droite ne suffit plus à mobiliser.

« Une nouvelle campagne »

Et, après une première partie de campagne jugée décevante, les militants attendent beaucoup du chef de l'Etat. « *J'espère qu'on va faire une campagne plus coriace qu'au premier tour, avec plus de déplacements, plus de terrain. Tout est possible maintenant, le "bon temps" de 2002, ça n'existe plus* », souligne Matthieu (qui n'a pas souhaité donner son nom). Le militant avait 9 ans, il y a vingt ans, lorsque Jean-Marie Le Pen, père de Marine, franchissait pour

la première fois le premier tour de l'élection présidentielle. A l'époque, un front républicain avait largement bloqué la route à l'extrême droite (17,8 % des voix au second tour).

« *C'est une nouvelle campagne qui commence maintenant* », assure Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée à l'industrie. « *Nous devons maintenant prouver que le programme de Marine Le Pen est une imposture!* », assure-t-elle.

« *La photographie du premier tour n'est pas celle du second! Elle est la photo de l'état du pays* », abonde Marc Fesneau, ministre chargé des relations avec le Parlement. A l'entendre, le cliché pris dimanche soir montre à la fois un pays reconnaissant du travail accompli par le chef de l'Etat, mais aussi « *en colère* » et « *en rébellion* ».

Une colère et une rébellion qui se sont traduites dans les votes en faveur de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, arrivé troisième du scrutin avec 21,95 % des voix.

« *A nous maintenant de nous battre pour dire ce que nous sommes et ce qu'elle n'est pas* », poursuit le centriste, en visant la représentante du Rassemblement national. Une bataille que le chef de l'Etat devait entamer dès lundi, lors d'un déplacement dans les Hauts-de-France. ■

« J'ESPÈRE
QU'ON VA FAIRE
UNE CAMPAGNE
PLUS CORIACE QU'AU
PREMIER TOUR, AVEC
PLUS DE DÉPLACEMENTS,
PLUS DE TERRAIN »

MATTHIEU
militant de LRM

CLAIRE GATINOIS

Pour Le Pen, un grand écart en perspective

La candidate du RN oscille entre rassemblement de l'extrême droite et appel aux électeurs de Mélenchon

L'un comme l'autre des deux finalistes de la présidentielle 2022 martelaient que le second tour serait «une nouvelle élection» pleine de promesses. Mais Marine Le Pen ne s'attendait probablement pas à ce que le vent tourne et atténue sa dynamique observée dans la dernière ligne droite. Au bois de Vincennes, dimanche soir 10 avril, la revanche avait un goût de déjà-vu : la candidate du Rassemblement national (RN) a livré une allocution comme en 2017, sur la même estrade, avec la même référence au «peuple» inscrite sur son pupitre.

Mais elle est apparue privée des atouts particuliers de la campagne de 2022, sur lesquels elle comptait depuis des mois. Désormais en première ligne, sans le paravent d'Eric Zemmour, face à Emmanuel Macron les deux pieds dans l'arène, elle a déroulé un discours sans relief, où l'envie d'en découdre semblait anesthésiée par les éléments de langage vantant son «grand rassemblement national et populaire».

Prudente, la candidate du RN avait pourtant des raisons de se réjouir. Avec 23,41 % des suffrages, elle bat son propre score de premier tour de 2017 (21,30 %) et capte au moins 430 000 voix supplémentaires, malgré la concurrence sans pitié d'Eric Zemmour. «Elle a accompli une ouverture sociologique considérable», insiste Jean-Philippe Tanguy, son directeur de campagne adjoint. Au total, l'extrême droite nationaliste et souverainiste pèse 32,53 % des voix, en tenant compte d'Eric Zemmour (7,05 %) et de Nicolas Dupont-Aignan (2,07 %). Mais Marine Le Pen a aussi bénéficié du «vote utile» de ce camp dès le premier tour et, arrivée plus de 4 points derrière Emmanuel Macron, elle n'obtient pas l'élan espéré pour le second.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les cadres du RN cherchaient des signes de consolation. «Il y a trois mois, on nous enterrait», rappelait l'élus régional Gilles Pennelle. «L'argent difficile à trouver, les signatures au dernier moment, Zemmour et les trahisons... et elle progresse», énumérait Louis Aliot, maire de Perpignan. Marine a fait une campagne efficace et adaptée au contexte. Le trou de souris est présent et possible. Suffisamment pour que plusieurs sondages laissent entrevoir, à ce stade, un résultat très serré le 24 avril.

TENIR LES DEUX BOUTS

Marine Le Pen se qualifie toutefois de justesse. Au fil du dépouillement, l'écart s'est réduit avec Jean-Luc Mélenchon (21,95 %), autour de 500 000 voix. Déjà, les succès outre-mer du leader des «insoumis», arrivé largement en tête en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe, avaient eu valeur pour elle de mauvais présage. Son allocution, dimanche soir, a fait l'effet d'une douche froide au RN. «Il ne faut pas donner une seule voix à Mme Le Pen», a répété Jean-Luc Mélenchon quatre fois, traçant une ligne claire entre la nature du projet d'extrême droite et celui d'Emmanuel Macron : «Tant que la vie continue, le combat continue.»

Dans le camp de Marine Le Pen, on a d'emblée compris qu'il faudra redoubler d'efforts pour démobiliser la gauche, mais aussi pour attirer des bulletins de Jean-Luc Mélenchon. A la dernière minute, la candidate du RN a ajouté à sa déclaration quelques mots sur son «ambition sociale», où elle a évoqué «l'école du savoir», «des salaires et des pensions dignes», «un système de santé de qualité accessible à tous», «un logement décent»... dans un langage que ne renierait pas un électoralat de gauche.

«Je ne vois pas les gens qui bossent se rallier à la retraite à 65 ans», souffle en aparté Jean-Philippe Tanguy. Mais seule son «ambition démocratique», qui recouvre le référendum d'initiative citoyenne et la proportionnelle

Dupont-Aignan appelle à voter Le Pen

Avec 2,07 % des suffrages, le candidat de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a divisé par deux son score de 2017 (4,70 %), et a demandé, dimanche 10 avril, à ses électeurs, «de tout faire pour éviter la disparition de la France avec Emmanuel Macron». «Pour ma part, a dit le président de Debout la France, j'appelle à voter et je voterai Marine Le Pen.» Le député souverainiste de l'Essonne, qui s'était brièvement rallié à la candidate du Front national pour l'élection de 2017, en espérant devenir son premier ministre, n'a, depuis, subi que des déconvenues. En mars 2021, 134 cadres de son parti ont rejoint Marine Le Pen pour fonder un petit satellite du Rassemblement national, L'Avenir français.



Marine Le Pen, avant sa prise de parole, à Paris, le 10 avril. AGNÈS DHERBEYS/MYOP POUR «LE MONDE»



Eric Zemmour, lors de son discours, à Paris, le 10 avril. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»

L'ENTOURAGE DE MARINE LE PEN CHERCHE À PRÉSENT COMMENT NEUTRALISER LES CONSIGNES DE VOTE

aux législatives, a été acclamée par ses militants au rythme de «Marine présidente». Signe qu'il lui faudra sans cesse tenir les deux bouts. Mardi, elle présentera son projet pour «la démocratie et l'exercice du pouvoir», après que les cadres RN ont constaté que, selon l'IFOP, 70 % des Français perçoivent Emmanuel Macron comme autoritaire.

DES RÉSERVES DE VOIX RÉDUITES

Outre son ticket arraché de peu pour le second tour, Marine Le Pen fait face à la soudaine réapparition d'un front républicain. Une épine dans le pied de celle qui comptait faire du scrutin du 24 avril une sorte de «référendum anti-Macron». Nombre de responsables politiques – hormis Eric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan – ont appelé, sans ambiguïté, à faire barrage à l'extrême droite : Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo, Fabien Roussel, Valérie Pécresse... L'entourage de Marine Le Pen cherche à présent comment neutraliser ces consignes de vote. «Il faut les enjamber, ces dirigeants qui ne comprennent pas que le peuple a conscience qu'il va être tondu s'il n'y a pas de changement», soupire Jean-Philippe Tanguy, de guerre lasse.

Les réserves de voix en faveur du RN sont plus réduites qu'escompté – Eric Zemmour a obtenu 7,05 % des suffrages, Nicolas Dupont-Aignan 2,07 %, et Valérie Pécresse moins de 5 %. Marine Le Pen doit gérer l'absorption de l'électorat Zemmour, au risque de se couper de son élargissement vers la gauche radicale. «J'attends qu'elle puisse tendre la main vers Reconquête! et Eric Zemmour, mais aussi Les Républicains qui n'appelleront pas à voter Macron», a réagi sa nièce, Marion Maréchal, en suggérant d'intégrer des membres de l'équipe d'Eric Zemmour au nom du fameux «rassemblement».

«Ceux qui sont partis pour le rejoindre doivent quand même se sentir mal, sifflait Louis Aliot il y a quelques jours, en marge du meeting de Perpignan. Les Collard, Rivière, Ravier, Bay... A leur place, j'aurais le vertige de me dire que j'ai manqué à ce point de lucidité. Que j'ai été aveuglé par quelque chose... la haine?» Pour ceux qui ont trahi, «c'est un aller sans retour», avait averti Marine Le Pen. Robert Ménard, le maire de Béziers (Hérault), a quant à lui posé «une condition» à son soutien : «Qu'il n'y ait aucun pas fait en direction des prises de position d'Eric Zemmour.» Le trou de souris se situe aussi à l'ex-

trême droite : comment rassembler la famille nationaliste et s'accorder pour les législatives sans psychodrame?

Gagner du terrain à gauche tout en aspirant les voix de droite et d'extrême droite, voilà le difficile équilibre auquel va s'astreindre Marine Le Pen dans l'entre-deux-tours. A l'image de sa campagne jusqu'ici, la candidate populiste a voulu afficher une attitude positive, lors de son allocution de dimanche, en revendiquant une posture «sans outrance», du «sérieux», mais aussi de «l'enthousiasme» et du «bonheur»... Seules subsistaient quelques traces de la version de 2017 : la chasse au «pouvoir de l'argent» ou l'appel à «tous les Français» à la rejoindre. Plus inédit, elle a promis de «recoudre les multiples fractures» d'un pays meurtri par «la division, l'injustice et le désordre», et filé le thème de «l'unité». Marine Le Pen a montré de nouveau que se présidentialiser avait un prix, celui de l'effacement.

«DÉFENDRE NOTRE PROJET»

Sa campagne d'entre-deux-tours pourrait démarrer sur la même tonalité. Dimanche, aucun déplacement officiel n'était inscrit à l'agenda pour le début de semaine – elle devrait tenir deux meetings, l'un à Avignon jeudi, l'autre à Arras la semaine prochaine. Marine Le Pen tiendra un bureau de campagne lundi après-midi et, le lendemain, répondra à des interviews sur France Inter et TF1. Un rythme allégé, après 44 déplacements en huit mois, pour ne pas s'épuiser en vue du débat. Pendant ce temps, Emmanuel Macron se montrera à Denain (Nord), sur les terres électorales de Marine Le Pen, puis enchaînera les visites de terrain.

Dans le match retour, elle et lui disent vouloir s'affronter projet contre projet. «Taper sur Macron ne suffira pas, il faut défendre notre projet pour rallier une majorité populaire», avance Jean-Philippe Tanguy. Emmanuel Macron a esquissé ses armes anti-Le Pen, la critique de l'incompétence et l'inefficacité, pour convaincre les électeurs de sa rivalité «que notre projet répond bien plus solidement que celui de l'extrême droite à leurs peurs et aux défis du temps». Alors que Marine Le Pen entendait «diaboliser» son adversaire en agitant son bilan, le président candidat et ses lieutenants l'ont devancée, dimanche, en évoquant le projet d'alliance de Marine Le Pen avec Vladimir Poutine et la sortie d'une Europe menacée par «l'internationale populiste et xénophobe», qu'elle incarnerait. Des attaques auxquelles la candidate du RN n'a pas encore répliqué. ■

IVANNE TRIPPENBACH

Eric Zemmour échoue à remplacer le RN

Après avoir agité le début de la campagne, le polémiste d'extrême droite atterrit à 7,05 % des suffrages

La défaite est cuisante pour Eric Zemmour, qui n'avait cessé d'assurer qu'il serait présent au second tour de la présidentielle. « Ensuite, avait-il encore déclaré le 5 avril, je serai soit président de la République, soit leader de l'opposition. » Avec 7,05 % des suffrages au premier tour, dimanche 10 avril, le candidat d'extrême droite, qui pariait, à tort, sur « un vote caché » ignoré des sondages, a pour seule consolation d'avoir fait mieux que la candidate des Républicains (LR), Valérie Pécresse. « Oui, nous sommes déçus mais nous avons gagné quelque chose qui n'a pas de prix : la puissance, et l'expérience », s'est rassuré l'ancien journaliste, avant d'appeler à voter pour sa rivale du Rassemblement national (RN), qu'il n'a pourtant jamais ménagée.

« J'ai bien des désaccords avec Marine Le Pen, mais je ne me trompe pas d'adversaire, il y a en face un homme qui a fait entrer plus de 2 millions d'étrangers, qui n'a pas eu un mot sur la sécurité, l'immigration, et qui fera pire. J'appelle mes électeurs à voter Marine Le Pen ! » Dans la grande salle de la Maison de la Mutualité, à Pa-

ris, des centaines de militants ont hurlé de bonheur – Marion Maréchal avait d'ailleurs annoncé quelques minutes auparavant qu'il n'y avait « pas d'hésitation à avoir ».

Eric Zemmour a reconnu qu'il n'avait « pas réussi à convaincre assez de nos compatriotes. L'histoire dira pourquoi, alors que les Français sont d'accord majoritairement avec nos idées ». Peut-être en raison « du traitement qui m'a été réservé, de la situation internationale, et peut être aussi, par ma faute » (« Non, non, non ! », scandent les militants). « Bien sûr, j'ai commis des erreurs, a repris l'ancien journaliste, je les assume toutes. Mais j'ai la fierté de ne pas être un politicien, je n'ai jamais menti pour gagner un point dans les sondages. »

Erreur de fond

Sa déroute électorale s'explique cependant par une combinaison de facteurs, qu'il a d'ailleurs vue monter ces dernières semaines. Le polémiste paie déjà ses obsessions identitaires, sur le « grand remplacement » des Français par des populations immigrées, alors que le pouvoir d'achat reste la pre-

mière préoccupation pour 57 % des Français, selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria du 18 mars pour *Le Monde*. L'immigration n'arrive qu'au cinquième rang des inquiétudes, chez 24 % des électeurs. Le candidat l'a compris, mais un peu tard dans la campagne, alors que Marine Le Pen labourait le terrain sur ce thème.

L'autre erreur de fond du candidat tient dans son pari de « l'union des droites », une vieille lune qu'il prétendait être le seul à pouvoir réaliser. Il n'a, semble-t-il, pas réussi à réunir « la bourgeoisie patriote », en dehors d'une partie de fillonistes de 2017 et des catholiques de La Manif pour tous, ni « les classes populaires », restées pour l'essentiel fidèles à Marine Le Pen. Son parti Reconquête ! témoignait déjà de cette

faiblesse : Eric Zemmour a en réalité bâti un nouveau Rassemblement national à la droite du RN, où les ralliés du parti Les Républicains sont rares : un obscur sénateur, Sébastien Meurant, un ancien député inconnu, Nicolas Dhuicq, et surtout Guillaume Peltier, l'ancien numéro deux de LR, qui est, lui, un rallié de plusieurs partis successifs : ancien du Front national, du MNR de Bruno Mégret, du MPF de Philippe de Villiers, puis de l'UMP.

Eric Zemmour a certes pu croire en la victoire : crédité d'à peine 7 % des voix en septembre 2021, il s'est hissé à 17-18 % des intentions de vote à la mi-octobre, avant de redescendre inexorablement. Il a, à l'évidence, réussi à imposer ses thèmes de campagne, y compris à la droite classique, construit de toutes pièces un appareil qui revendique 120 000 adhérents en quatre mois, imposé une domination quasi absolue sur les réseaux sociaux et rempli des meetings comme aucun des autres candidats.

Succession d'outrances

« Je crois que la dynamique est de mon côté », déclarait-il encore le 6 avril, sur France Inter. Tous les éléments objectifs, les salles pleines, la ferveur, les audiences télévisées, le nombre d'adhérents, tout ça, c'est moi. » Cette ferveur, et le cercle de courtisans qui l'entourent, a puissamment exacerbé l'hubris d'un homme qui n'en manquait déjà pas, et qui ne s'est pas inquiété d'être devenu une sorte de gourou dont la seule présence électrisait les foules.

Il faut enfin compter avec les propres outrances du candidat, qui ont marqué la campagne : le « trait d'humour » qui lui a fait vi-

LE POLÉMISTE PAIE SES OBSESSIONS IDENTITAIRES SUR LE « GRAND REMPLACEMENT »

sér des journalistes avec un fusil au salon Milipol (20 octobre 2021), la conférence de presse sur les lieux mêmes du Bataclan quant à la responsabilité de François Hollande (12 novembre), le doigt d'honneur fort peu présidentiel à une militante de Marseille (27 novembre), les violences lors de son premier meeting à Villepinte, en Seine-Saint-Denis (5 décembre), qu'il n'a pas aussitôt condamnées, ou ses propos sur les handicapés et « l'obsession de leur inclusion à l'école », qui ont fait bondir (14 janvier)... Sans compter la misogynie assumée de son passé de polémiste, qu'il a fini par tenter de faire oublier mais qui lui vaut un déficit sévère dans l'électorat féminin.

C'est cependant avec la guerre en Ukraine que le candidat a dégringolé dans les sondages. En raison, d'une part, de son admiration pour Vladimir Poutine (« Je rêve d'un Poutine français », avait-il déclaré en 2018), de son incapacité à le qualifier de « criminel de guerre », et, enfin, de sa répugnance à accueillir des réfugiés ukrainiens – contrairement à Marine Le Pen. Le message est passé, à l'est : avec 26,85 % des voix, il est arrivé largement en tête dans les deux bureaux de vote de l'ambassade de France à Moscou.

Si l'on ajoute la faiblesse et la confusion de son programme, ses

manœuvres assez politiciennes, lui qui se défend d'être un politicien – « supplice chinois » des ralliés du Rassemblement national, minutieusement organisés, avec en point d'orgue celui de Marion Maréchal, bombardements d'informations douteuses sur les réseaux sociaux –, Eric Zemmour est bel et bien passé à côté de sa campagne. L'amer-tume l'a peu à peu porté vers des positions victimaires : la responsabilité des médias, les manipulations des sondages, « le vote caché », qui sont autant d'étapes de son échec.

Eric Zemmour n'entend cependant pas abandonner le combat. « Vous êtes 2 millions à m'avoir apporté vos suffrages, je prends chacune de vos voix comme le cri d'un peuple qui ne veut pas mourir, a déclaré dimanche le candidat. Grâce à vous, je peux faire une promesse : je continuerai à défendre la France et nos idées. Tout le monde comprendra que nos idées valent beaucoup plus que notre score. » Pour lui, « rien ne sera plus comme avant » puisqu'il est à la tête « du plus grand parti de France » : la perspective reste cependant un peu floue, et le candidat défait « dira plus tard » la forme que prendra son combat.

Le sénateur (ex-RN) des Bouches-du-Rhône, Stéphane Ravier, qui a rallié Eric Zemmour le 13 février, n'a, lui, aucun regret et a toujours un moral d'acier. « La qualification de Marine Le Pen, c'est le dernier soubresaut, assure l'élu marseillais. Le RN est un parti à l'agonie, c'est une coquille vide. Cette élection, pour nous, c'est un point de départ. Nous, c'est un berceau, pour elle, c'est un tombeau. » ■

FRANCK JOHANNÈS

C'EST AVEC LA GUERRE EN UKRAINE QUE LE CANDIDAT A DÉGRINGOLÉ DANS LES SONDAGES

Chez Mélenchon, une défaite aux allures de victoire

Au terme d'une soirée mouvementée, le candidat de LFI a terminé à plus d'un point de Marine Le Pen. Mais il a consolidé sa première place à gauche

RÉCIT

La plus folle soirée de campagne n'était pas forcément, dimanche 10 avril, dans les états-majors gagnants. Au Cirque d'hiver, à Paris, autour de Jean-Luc Mélenchon, l'ascenseur émotionnel a parfois été violent. Les militants de La France insoumise (LFI) ont tour à tour pleuré, puis révé. Pour l'ancien sénateur socialiste, ce dimanche a d'abord été celui d'une défaite honorable, habillée en victoire, puis d'un espoir réveillé. En vain, car les résultats définitifs n'ont pas changé l'ordre du scrutin. Le candidat de l'Union populaire termine troisième, avec 21,95 % des suffrages. Mais pendant un peu plus d'une heure, ses soutiens y ont cru.

Tout commence un peu après 18 heures. Les sondages qui circulent donnent au candidat une solide troisième place, sans ambiguïté, avec un écart important. Le candidat est au travail, entouré de son premier cercle, il prépare un discours pour donner à cette défaite des allures de victoire. Le Cirque d'hiver devient silencieux, deux minutes avant 20 heures. Le couperet tombe. Si certains s'effondrent en larmes, on entend surtout ses partisans entonner : « On est là, même si Macron ne le veut pas, nous on est là. »

Malgré la déception, tout le monde à LFI, et le candidat le premier, s'emploie à donner une coloration positive à ce score, qui surpasse celui de 2017 (19,58 %) et confère à la campagne de l'Union populaire une incontestable première place à gauche. Si, en 2017, Jean-Luc Mélenchon avait pu donner le sentiment de dilapider instantanément son capital politique en tardant à reconnaître le résultat et en abordant à reculons la question du barrage à l'extrême droite, cinq ans plus tard, il fait tout l'inverse.

«ICI EST LA FORCE»

Il arrive souriant, vers 20 h 45, entouré de ses proches, Sophia Chikiro, Manuel Bompard, Younous Omarjee, Mathilde Panot. Ils s'apprêtent à descendre de l'estrade pour le laisser parler seul, il les retient, prenant Mathilde Panot par le bras, et met un point d'honneur à s'exprimer entouré de ceux qu'il a désignés comme sa relève. La question du barrage républicain est abordée d'emblée, quoique sans citer Emmanuel Macron : « La seule tâche qu'on a à se donner, c'est celle qu'accomplit le mythe de Sisyphe, la pierre retombe en bas du ravin, eh bien on la remonte, dit-il. Je connais votre colère, ne vous abandonnez à ce qu'elle irait vous faire commettre des erreurs qui seraient irréparables... tant que la vie continue, le combat continue. » « Nous savons pour qui nous ne voterons jamais », poursuit-il. « Il ne faut pas donner une seule voix à M^{me} Le Pen », répète-t-il par quatre fois, prévenant les critiques.

Le député des Bouches-du-Rhône évoque la « violence de la déception », mais pour la relativiser dans la phrase suivante. « C'est une déception mais, en même temps, comment se cacher aussi la fierté du travail accompli, le pôle populaire existe, il en a repris, des forces. »

Ce « pôle populaire » est théorisé de longue date à LFI, mais il le fait, ce dimanche soir, un retour massif dans les éléments de discours. « On a toujours dit qu'il y avait un pôle libéral, un pôle d'extrême droite et un pôle populaire, les résultats de ce soir nous donnent raison », estime la députée européenne Manon Aubry. C'est un terme qui a l'avantage de recouvrir cet électorat hétéroclite rassemblé ce



10 avril autour du bulletin de Mélenchon, entre convaincus et électeurs amenés là par une logique de vote utile, arrachés là aux écologistes, là aux socialistes, là encore aux communistes. Une manière de dire aussi que la social-démocratie, laminée, n'est plus, qu'elle a été remplacée par l'alternative que propose l'ancien sénateur depuis 2012.

L'électorat de gauche, Jean-Luc Mélenchon semble l'avoir aspiré, ne laissant que des miettes à ses concurrents, respectivement 4,58 % à Yannick Jadot, 2,31 % à Fabien Roussel, 1,74 % à Anne Hidalgo. Les deux candidats trotskistes, Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) et Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste), en font aussi les frais avec moins de 1 % des voix. Ces derniers jours, le mouvement de bascule s'est amplifié, touchant y compris les partis. Une cinquantaine de membres de Génération.s ont, par exemple, appelé à voter pour lui, jeudi, au prix d'être exclus de l'ancien mouvement de Benoît Hamon. L'appétit d'unité de l'électorat de gauche, que signalaient notamment les inscriptions à la Primaire populaire, s'est largement mué en vote pour le candidat de l'Union populaire.

Dimanche soir, pas de mots tranchants pour les concurrents de gauche dans la bouche du candidat. Ce n'est pas nécessaire, les chiffres parlent d'eux-mêmes : « Ici est la force », déclare Jean-Luc Mélenchon. Nous avons devant nous d'autres élections, nous tiendrons à chaque étape notre rang », ajoute-t-il. Parmi les militants, on trouve parfois la trace d'un regret vis-à-vis des candidats

Le candidat de l'Union populaire, Jean-Luc Mélenchon, salue les militants réunis devant le Cirque d'hiver, à Paris, dimanche 10 avril.

BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

de gauche. « Jadot, Hidalgo, Roussel, tous les trois portent une très lourde responsabilité dans le fait qu'on ne soit pas au second tour », estime ainsi l'avocate Caroline Mécary, membre du Parlement de l'Union populaire, cet organe de liaison entre les mouvements sociaux et la campagne de M. Mélenchon. Mais dans l'état-major, on laisse le soin aux candidats de faire leur « examen de conscience ».

«ON EST PASSÉS PAR UN YOYO»

« On est le noyau dur de quelque chose de fort, je souhaite que cela demeure », déclare Alexis Corbière. Interrogé sur les législatives, le député LFI de Seine-Saint-Denis relève, cependant, que le courrier envoyé aux écologistes est resté lettre morte. Vu le score des uns et des autres, les négociations risquent de changer de ton... « Notre respon-

sabilité, c'est d'agréer et de continuer à faire vivre ce pôle. Les électeurs sont venus à nous, notre responsabilité c'est que ce bulletin, choisi parfois pour faire barrage à l'extrême droite, demeure, et que l'on construise une alternative », renchérit la députée européenne Leïla Chaïbi.

Vers 23 heures, le vent tourne au Cirque d'hiver. L'écart se resserre entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, à 0,8 point selon certaines estimations, et des soutiens se prennent à rêver qu'une victoire est encore possible. « Ce n'est peut-être pas plié », lance un membre de l'équipe de campagne. Le candidat, toujours sur place, a fait le vide autour de lui. Ironie cruelle pour celui qui avait attendu, en 2017, les remontées des grandes villes pour reconnaître le résultat. Cinq ans plus tard, il se retrouve embarqué dans une nuit d'incertitude sous l'effet de la prise en compte des votes tardifs de ces grandes métropoles. C'en est trop. Un peu avant minuit, le leader de LFI s'en va. Il passe devant les militants rassemblés dehors. Sous leurs cris - « On est là » -, il lève le poing, esquisse même un pas de danse. Y croit-il ? Il ne le dit pas.

Manon Monmirel, suppléante du député Eric Coquerel en Seine-Saint-Denis, vit ce moment sans oser trop espérer. « L'affluence que j'ai vue en Seine-Saint-Denis n'avait pas encore été comptabilisée... », mesure-t-elle. D'autres militants préfèrent rester sur place. « Tant qu'on est là, tout est possible », veut croire l'un d'eux. D'autres murmurent que les votes de Marseille, Toulouse et Paris pourraient encore faire pencher la balance. Manuel Bompard lui-même, bras droit de M. Mélenchon et docteur en mathématiques, reste mesuré. Il a fait ses calculs. Mais ne peut pas encore écarter tout à fait cette éventualité. Il faudra attendre une heure pour que les dernières remontées rendent définitivement impossible une qualification au second tour. « J'ai arrêté d'y croire vers 19 h 30, puis vers 23 heures j'y croyais à nouveau. Mais là, on sait que c'est fait, on est passé par un yoyo », résume, vers 1 heure du matin, Camille (qui n'a pas souhaité donner son nom), militante LFI parisienne.

PASSAGE DE RELAIS

Les semaines qui s'amorcent seront dures pour les « insoumis ». L'écart de voix réduit avec Marine Le Pen n'est pas sans risque. « Un score plus serré, c'est plus de frustration, plus de colère pour les électeurs », note Manon Aubry. « Nous sommes clairs : pas une voix à l'extrême droite parce que le peuple n'y a pas intérêt. Pour le reste, Emmanuel Macron se débrouille, la responsabilité de convaincre lui incombe à lui et à lui seul, d'autant plus qu'il a fait monter l'extrême droite au niveau où elle est aujourd'hui », assume Adrien Quatennens, député du Nord.

Si le score est sans appel, une incertitude demeure. Quel avenir pour Jean-Luc Mélenchon lui-même ? Le candidat semblait sur un nuage, dimanche soir. Dans son discours, il concluait : « Alors bien sûr, les plus jeunes vont me dire : "Alors on n'y est encore pas arrivés." C'est pas loin, hein ? Faites mieux, merci. » Une phrase entendue comme un testament, un passage de relais. La dernière campagne de Jean-Luc Mélenchon ?

Son directeur de campagne, Manuel Bompard, répond : « Présidentielle, sans doute, mais vous savez, tout peut arriver. » Adrien Quatennens, coordinateur de La France insoumise, est encore plus clair : « Cet homme n'est pas remplaçable dans le paysage politique. Les hommes ne sont pas des pions que l'on peut intervertir. » Pour la suite, il estime que l'important, c'est « notre capacité à rester groupés ».

Le député des Bouches-du-Rhône lui-même a suggéré récemment qu'il « ferait d'autres campagnes sans doute », le 27 mars, à Marseille. Sans dire lesquelles. Pour les élections législatives, M. Mélenchon pourrait ne pas se représenter dans la cité phocéenne mais préférer Paris, où la rumeur évoque déjà plusieurs circonscriptions possibles pour l'accueillir. « Pour ma bonne santé psychologique, je refuse d'aller plus loin que les objectifs du premier tour », disait-il une semaine avant le 10 avril. L'heure est venue de penser à l'après. ■

JULIE CARRIAT

Poutou et Arthaud, lanternes rouges

Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, les deux trotskistes candidats pour la troisième fois à l'élection présidentielle, n'ont pas appelé à voter en faveur d'Emmanuel Macron au second tour. Le représentant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), qui totalise 0,77 % des suffrages, a néanmoins précisé que « pas une voix ne [devait] aller à l'extrême droite ». La cheffe de file de Lutte ouvrière (LO), avec 0,57 % des voix, a renvoyé dos à dos Emmanuel Macron et Marine Le Pen, « deux ennemis mortels pour les travailleurs ». « Macron fera du Le Pen et Le Pen fera du Macron », a déclaré Nathalie Arthaud. Pour Philippe Poutou, le président sortant est « un pompier pyromane dont les politiques sont une des causes de la montée du RN ».

« C'EST UNE DÉCEPTION MAIS, EN MÊME TEMPS, COMMENT SE CACHER AUSSI LA FIERTÉ DU TRAVAIL ACCOMPLI, LE PÔLE POPULAIRE EXISTE »

JEAN-LUC MÉLENCHON
candidat de LFI

Jadot, l'occasion manquée de l'écologie politique

Le candidat d'EELV échoue au premier tour, à moins de 5 %, loin des espoirs suscités par les élections locales

Yannick Jadot souriait quand il s'est hissé à son pupitre de candidat écologiste, quelques minutes après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 10 avril. Pour commenter sa lourde défaite et un score cinglant, 4,58 %. Une manière élégante d'encaisser une énorme déconvenue, mais ce sourire persistant fut peut-être l'un des problèmes de la campagne écologiste : se contenter de peu.

Une seule satisfaction, maigre, dans l'optique d'une hypothétique recomposition de la gauche : il devance largement Anne Hidalgo, la candidate socialiste (1,74 %). Arrivé en sixième position du premier tour, Yannick Jadot ne parvient cependant pas à battre le score historique d'un candidat écologiste à l'élection suprême, celui de Noël Mamère (5,25 %), en 2002. Sous la fameuse barre des 5 %, Yannick Jadot ne bénéficiera pas du remboursement maximal des frais de campagne. Le parti écologiste, en difficultés financières, a lancé un appel aux dons dès les résultats du premier tour connus.

Dimanche soir, à la Bellevilloise, une salle de spectacle parisienne, il y avait du monde, et Yannick Jadot a assuré qu'il appelait sans « aucune ambiguïté » à faire barrage à l'extrême droite et à Marine Le Pen, parvenue au second tour. « Mais notre vote à Emmanuel Macron ne vaut pas caution pour ce

« LE MOMENT DE DÉCROCHAGE DANS LES SONDAGES DE YANNICK JADOT INTERVIENT QUAND JEAN-LUC MÉLENCHON S'ENVOLE »

SANDRINE ROUSSEAU
ex-membre de l'équipe
de campagne de Jadot

quinquennat de l'inaction climatique (...) et du mépris démocratique. » On était loin des grands effets de manche qui devaient porter l'écologie au pouvoir. Quelques jours avant le scrutin, Yannick Jadot espérait encore : « Jamais une campagne écologiste n'a eu autant de responsabilité politique et de pertinence. L'avènement d'une crédibilité de l'écologie politique, c'est ce qui devait se jouer lors de cette élection présidentielle. »

Il est passé par la case de la primaire écologiste pour mener jusqu'au bout une candidature escamotée il y a cinq ans, en 2017, quand il s'était finalement rangé, lui et son parti, Europe Écologie-Les Verts (EELV), derrière le socialiste Benoît Hamon (6,35 %). Cette fois, l'eurodéputé espérait profiter de cette primaire, largement médiatisée, pour impulser une dynamique décisive et installer l'écologie,

la cause du nouveau siècle selon lui et ses sympathisants, au cœur de la campagne. La publication du 6^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), lundi 4 avril, est venue constater l'irréversibilité, d'ici à trois ans, du dérèglement climatique, à quelques jours du vote. De plus, fort d'une surprise électorale aux dernières élections européennes en 2019 (13,5 %) et de plusieurs grandes villes gagnées lors des élections municipales de 2020, Yannick Jadot se sentait porté par la force irrésistible d'un destin inéluctable.

« On fait ce qu'on peut »

Les écologistes, aussi, étaient prêts. En début de campagne, Delphine Batho, la porte-parole de la campagne, était optimiste : « L'écologie de gouvernement a franchi un cap. Il y a une grosse équipe, c'est inédit. Avec beaucoup de structurations autour d'une écologie sérieuse qui se prépare à gouverner. » Yannick Jadot avait même cédé au port de la cravate pour se presidentialiser un peu plus.

Mais finalement, rien n'a fonctionné comme prévu. Le candidat stagne, de bout en bout, dans un marais sondagier. Il a beau se démultiplier, de visites de terrain en plateaux audiovisuels, sa campagne est demeurée inaudible. Le 31 janvier, Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut Ipsos, avait qualifié la campagne

de « poêle Tefal », celle sur laquelle rien n'accroche. Un bon mot, porté sur mesure par Yannick Jadot. Cette mystérieuse alchimie qui concourt à la rencontre entre le pays et le futur locataire de l'Élysée est toujours introuvable dans le camp écologiste.

Il y a quelques jours, Yannick Jadot en avait conscience et ne s'en cachait pas : « On fait ce qu'on peut. On n'a peut-être pas tout bien fait. Mais tous les matins, je me demande : comment faire pour convaincre ? Tous les matins, on combat les énergies fossiles, les lobbies, les dictatures. » Mais même lui a pu concéder, auprès de ses proches : « Dans cette campagne, moi aussi, quelquefois, je m'emmerde. »

Il y avait une autre écologiste qui partageait ce sentiment mitigé et qui ne se gênait surtout pas pour en faire état. A longueur d'interviews, Sandrine Rousseau, finaliste malheureuse de la primaire écologiste, a dit tout haut ce que beaucoup de membres de la campagne n'osent pas dire à Yannick Jadot. Cette campagne est solide, mais trop prudente, trop classique, pour susciter un enthousiasme contagieux.

Sandrine Rousseau multiplie les propos acerbes, qui poussent Yannick Jadot à l'évincer de la campagne, le 3 mars. « Au final, je n'ai pas pesé dans la campagne, intervient aujourd'hui l'écoféministe. Le moment de décrochage dans les sondages de Yannick Jadot intervient

quand Jean-Luc Mélenchon s'envole. C'est aussi le moment où ça se tend définitivement avec moi. »

Pourtant, la campagne écologiste aurait pu connaître un tournant décisif, le 19 janvier. Ce jour-là, Yannick Jadot s'était extirpé de son personnage de temps en temps indolent. Au Parlement européen, il avait interpellé, droit dans les yeux, Emmanuel Macron, qui venait présenter les priorités de la présidence française de l'Union européenne. « Vous resterez dans l'histoire le président de l'inaction climatique (...). Au fond, vous êtes un climato-arrangeant. (...) Vous préférez signer des armistices avec les lobbys plutôt que de mener la guerre contre le dérèglement climatique », avait-il lancé.

Il avait crevé l'écran. Un instant, seulement. Après, ses conseillers ont recommencé à se gratter la tête : Yannick Jadot n'est toujours pas au niveau auquel il devrait être. Ces proches ne parviendront jamais à infléchir cette impression d'atonie chronique. Samedi

5 mars, énième symptôme : la Primaire populaire, forte de ses 467 000 votants, mais délestée de sa gagnante, Christiane Taubira, incapable de rassembler 500 parrainages, a appelé à voter Jean-Luc Mélenchon plutôt que Yannick Jadot, deuxième.

La peur d'un dérapage

Yannick Jadot estime qu'il a tout essayé. Être, par exemple, le premier à organiser un événement devant l'ambassade russe avec des ressortissants ukrainiens. Jusqu'au bout, il a choisi de s'en tenir à une ligne de conduite : pour crédibiliser l'écologie politique, il faut jouer l'apaisement plutôt que la vocifération et les coups sans lendemain. Il était, aussi, tétanisé par la peur d'un dérapage fatal qui aurait renvoyé illico l'écologie à une force politique encore trop farfelue pour être prise au sérieux.

Sandra Regol, numéro deux du parti EELV, estime que tout n'est pas à jeter dans la campagne : « On ne va pas s'en satisfaire, mais c'est la première fois que les écologistes sont incontournables. On n'a jamais eu une campagne qui a rencontré un tel écho dans la société. On est arrivés à construire quelque chose qui ressemble à un contre-pouvoir. » Mais rien ne pourra atténuer un sentiment aussi dominant que tenace : cette présidentielle est une nouvelle occasion manquée pour les écologistes. ■

LAURENT TELO

IL S'EST TENU À UNE LIGNE
DE CONDUITE : POUR
CRÉDIBILISER L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE, IL FAUT JOUER
L'APAISEMENT PLUTÔT
QUE LA VOCIFÉRATION

La débâcle de Péresse réveille les divisions chez LR

L'appel de la candidate à voter Emmanuel Macron au second tour ne fait pas l'unanimité dans le parti

A quoi pense-t-elle en cet instant ? Il est 19 heures, dimanche 10 avril, au deuxième étage de la Maison de la chimie, à Paris. Entourée d'une poignée de caciques du parti Les Républicains (LR), Valérie Péresse sait qu'elle a perdu, sans connaître encore son score. Devant ses soutiens, dont Michel Barnier, Christian Jacob, Gérard Larcher, Bruno Retailleau ou Annie Genevard, la candidate de LR l'admet : elle n'a pas réussi à desserrer l'étau entre l'extrême droite et Emmanuel Macron, qui l'a asphyxiée. « Le vote utile nous a siphonnés », ajoute-t-elle, en s'inquiétant du sort des députés de LR promis à des législatives chaotiques en juin. « Tu t'es bien battue », l'ont encouragée ses fidèles, en l'applaudissant.

Le verdict des urnes tombe, sans pitié : 4,79 % des voix, qui placent Valérie Péresse à la cinquième place du premier tour. Même à Versailles, son fief, la candidate fait moins bien que le candidat de l'Union populaire, Jean-Luc Mélenchon. De son histoire, jamais la droite n'avait réalisé un score aussi bas. Valérie Péresse fait presque deux fois moins que François-Xavier Bellamy aux élections européennes de 2019, déjà l'un des pires camoufflets de l'histoire de LR. C'est un choc. Une humiliation. Et l'assurance de terribles turbulences pour une famille politique en lambeaux. Et en sursis.

« Il faut un pacte majoritaire »

A Paris, dans la grande salle où quelque 200 militants attendent, au premier étage de la Maison de la chimie, c'est la consternation. « Une catastrophe », admet sans détour le député de Vaucluse Julien Aubert. Emue, Valérie Péresse – qui a retouché son discours après avoir compris qu'elle descendait sous la barre des 5 % – a annoncé qu'elle voterait en « conscience » pour Emmanuel Macron, afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir de la candidate du Rassemblement national, Marine Le Pen, et « le chaos qui en résulterait ».

Deux jours plus tôt, vendredi, sur France Inter, elle avait pourtant glissé qu'elle ne donnerait

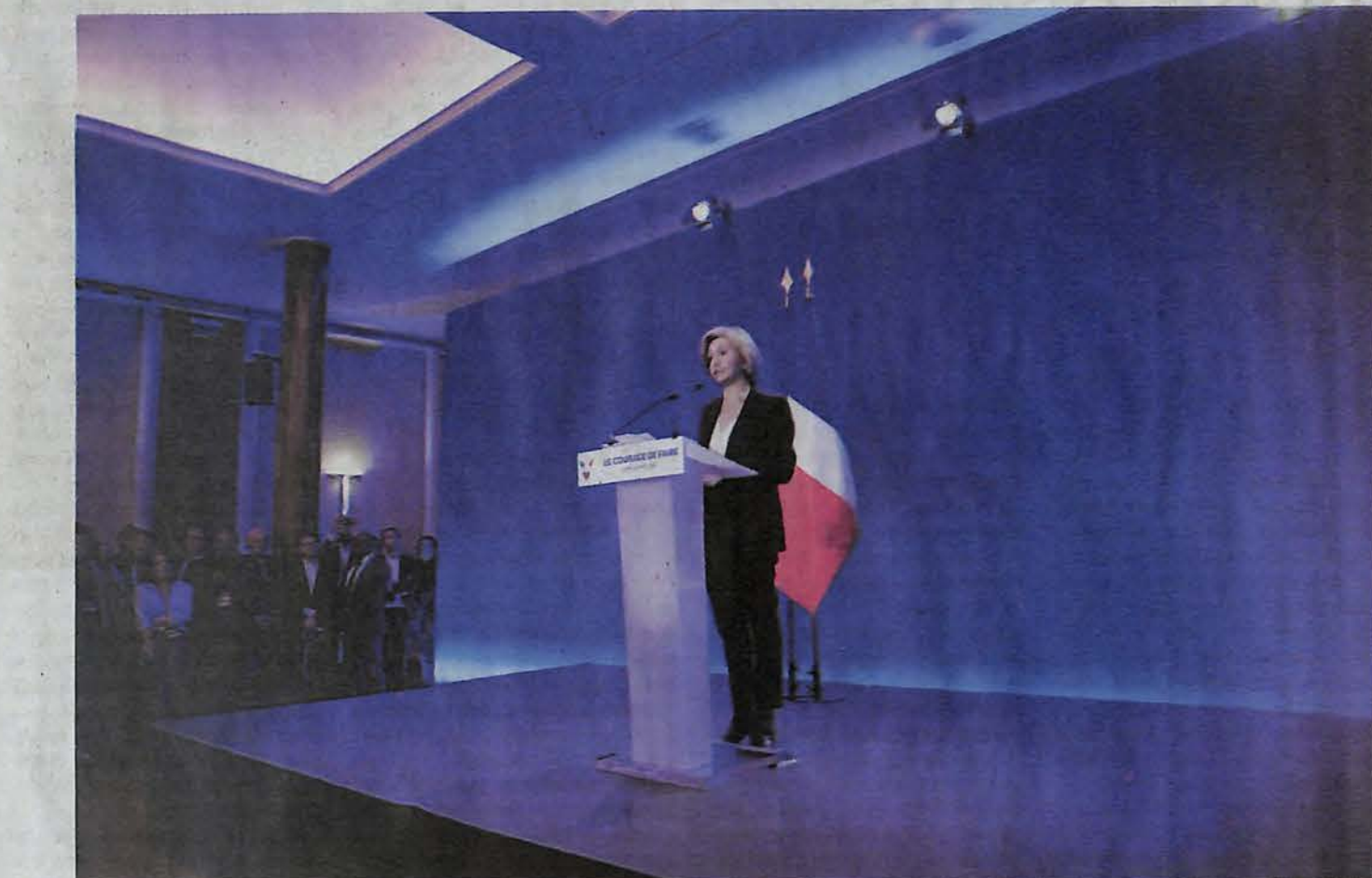
ÉRIC CIOTTI, TENANT D'UNE LIGNE DROITIÈRE, A EXPLIQUÉ DIMANCHE QU'IL NE VOTERAIT PAS MACRON, SANS DONNER DE CONSIGNE DE VOTE

pas de consigne de vote. Celle qui a rappelé son « engagement contre les extrêmes », citant son mentor Jacques Chirac, en a finalement décidé autrement, incitant fortement ses électeurs à la suivre. « Je ne suis pas propriétaire des suffrages qui se sont portés sur mon nom. Mais je demande aux électrices et aux électeurs qui m'ont honorée de leur confiance de peser dans les jours qui viennent avec gravité les conséquences potentiellement désastreuses pour notre pays et pour les générations futures de tout choix différent du mien qu'ils envisageraient pour le second tour », a-t-elle lancé, évoquant « une déception personnelle et collective ».

Consciente des recompositions à venir, Valérie Péresse a ainsi poursuivi, en guise d'avertissement : « La droite et le centre ne doivent rien lâcher, ne pas se diviser, ne pas renoncer à leurs valeurs. » Il s'agit là de la troisième défaite consécutive à la présidentielle pour LR, éliminé une deuxième fois de rang dès le premier tour. Le patron du parti, Christian Jacob, devait réunir lundi un comité stratégique, suivi d'un bureau politique, pour déterminer la ligne pour le second tour, le 24 avril.

Dans le sillage de Valérie Péresse, plusieurs ténors du parti, dont Rachida Dati et Jean-François Copé, ont appelé à voter pour Emmanuel Macron sur France 2, sans ambiguïté, dimanche soir. « Il faut un nouveau pacte majoritaire, que la droite de gouvernement y soit associée, mais pas en allant à Canossa ou en renonçant à son identité », a déclaré le maire de Meaux (Seine-et-Marne).

Dans un communiqué, la présidente (LR) de la région Pays de la Loire, Christelle Moranaïs, a fait le même choix, elle aussi favorable à un « pacte majoritaire ». « Il



Valérie Péresse, candidate du parti Les Républicains, à la Maison de la chimie, à Paris, le 10 avril. FLORENCE BROCHIERE POUR « LE MONDE »

n'y a pas d'hésitation, pas de « oui, mais », pas de « ni ni », pas de conditions à fixer : il faut soutenir Emmanuel Macron sans ambiguïté. Il faut le faire en affirmant avec force que, lorsque l'essentiel est en jeu, ce qui nous rassemble est beaucoup plus grand que ce qui nous divise », a-t-elle affirmé dans un communiqué. De son côté, le maire du Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais), Daniel Fasquelle, a indiqué qu'il ferait « campagne pour Emmanuel Macron afin de faire barrage à l'extrême droite, car notre pays a besoin des réformes qu'il peut porter ».

Mais de l'autre côté du spectre, le finaliste du congrès de LR, le député des Alpes-Maritimes Eric Ciotti, tenant d'une ligne droite, a dessiné une autre position en expliquant qu'il ne voterait pas pour Emmanuel Macron, sans donner de consigne de vote. Au soir de sa défaite, LR se retrouve plus fracturé que jamais.

D'un côté, des élus sensibles au discours et au programme du président sortant et potentiellement désireux de participer d'une façon ou d'une autre à sa majorité. De l'autre, les partisans d'un « ni ni » renvoyant dos à dos Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Dimanche soir, dans la boue de WhatsApp des députés LR, ils étaient nombreux à regretter la prise de position de Valérie Péresse en faveur d'Emmanuel Macron, la jugeant incompatible avec leur situation locale.

La stratégie Sarkozy

« Le vote de ce soir est un vote de désignation, pas un vote d'adhésion. Le vrai débat aura lieu dans deux mois, aux élections législatives. Et on y sera clairement en opposition à Macron », explique le député du Pas-de-Calais Pierre-Henri Dumont. « Ce qui est plus important pour LR, c'est de sauver les députés pour payer la campagne, pas de

jouer les belles âmes pour faire oublier sa défaite », ajoutait, sous couvert d'anonymat, un autre élu du Palais-Bourbon. Dans son allocution, dimanche soir, Emmanuel Macron a contribué à accentuer la ligne de fracture en appelant à « fonder un grand mouvement politique d'unité ». « Je souhaite tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France », a-t-il déclaré.

Un argument de plus en faveur de la stratégie que beaucoup prêtent à Nicolas Sarkozy. L'ancien président de la République, qui a rencontré Emmanuel Macron il y a quelques jours et qui devrait prochainement appeler à voter en sa faveur, souhaiterait ardemment une coalition avec la majorité présidentielle, selon plusieurs de ses visiteurs. Afin de tenter de sauver sa famille politique d'une débâcle aux législatives, tout en jouant aux faiseurs de roi. Lundi matin, plusieurs

élus LR devaient rencontrer l'ex-chef de l'Etat, dans ses bureaux parisiens de la rue de Miromesnil, à Paris, pour préparer les grandes manœuvres à venir.

Lors de ses deux réunions stratégiques, lundi matin, LR devait régler un autre problème, de taille : avec un résultat inférieur à la barre fatidique des 5 %, le parti ne pourra pas se faire rembourser ses frais de campagne. Dimanche soir, le trésorier du mouvement, Daniel Fasquelle, se voulait rassurant : le parti n'est pas menacé de faillite, les 5 millions d'euros accordés à Valérie Péresse pour sa campagne ayant été budgétés. Le reste, en revanche, devrait être à la charge de la candidate. Responsable des frais engagés pendant sa campagne, comme de la défaite historique dans laquelle elle a entraîné la droite. A quoi pense-t-elle en cet instant ? ■

SARAH BELOUEZZANE
ET SOLENN DE ROYER

Après un score historiquement bas, le risque de naufrage de la droite

Alors qu'elle a longtemps rêvé d'un duel avec le président sortant, la candidate de LR paie une campagne erratique, sur le fond et sur la forme

Une claque historique. Avec 4,79 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, selon les dernières estimations, Valérie Péresse fait quasiment deux fois moins bien que François-Xavier Bellamy, qui avait totalisé 8,48 % des suffrages aux européennes de 2019. Jamais le parti Les Républicains (LR), éliminé dès le premier tour pour la deuxième fois, n'était descendu aussi bas sous la V^e République. Même François Fillon, pris dans le maelström du « Penelopegate », s'était maintenu à 20 % en 2017. Pire, la candidate LR arrive derrière Eric Zemmour, de plus de deux points (7,05 %), préfigurant une accélération de la recomposition à droite. Une humiliation.

Valérie Péresse paie le prix fort du vote utile. Mais cette défaite cuisante vient sanctionner aussi une campagne erratique, tant sur la forme que sur le fond. Prise en étau entre Eric Zemmour et Emmanuel Macron la candidate n'a jamais choisi à quels électeurs elle voulait s'adresser en priorité. Dans le sillage du congrès, gagné

le 5 décembre avec une ligne libérale sur le plan économique et très ferme sur le régalién, elle a axé le début de sa campagne à droite toute sur l'immigration, la sécurité et l'identité, promettant de « ressortir le Kärcher de la cave » et souhaitant, depuis la Grèce, que l'Union européenne finance « des murs de barbelés qui permettent de faire converger les arrivants vers les points de passage obligés ». Elle a ensuite cherché à rééquilibrer son discours en mettant en avant d'autres thèmes (éducation, santé, pouvoir d'achat), comprenant, trop tard, que son réservoir de voix se trouvait plutôt chez Macron. Mais ce qu'elle aurait pu gagner d'un côté, elle le perdait de l'autre, ne contentant personne in fine.

Dans cet incessant va-et-vient, la chiraquienne, mal connue des Français mais identifiée comme tenante d'une droite libérale et moderne, s'est perdue, son identité politique se diluant, jusqu'à devenir trouble, illisible. Ces errements stratégiques sont apparus au grand jour au Zénith, où Valérie

Péresse a donné, le 14 février, son premier grand meeting parisien. Peu à l'aise à la tribune, la présidente de la région Ile-de-France tenait elle aussi à avoir son « sacre », comme Nicolas Sarkozy avait eu le sien en 2007, mais elle s'est mise en danger. Devant 7000 militants de LR, la candidate – qui avait pourtant répété son discours avec un acteur (Benoît Solès) et un ténor du barreau (Francis Szpiner) – est apparue mécanique et figée, récitant maladroitement un discours centré sur les fondamentaux de la droite mais manquant de créativité, de souffle et de vision. La forme, bancal, a fait apparaître un manque de sincérité. Tout comme l'emploi – mal assumé ensuite par l'intéressée – de la formule « grand remplacement » a illustré l'insoluble contradiction de cette campagne.

Le Zénith a servi de révélateur. Peu avant, Rachida Dati avait dit tout haut dans *Le Figaro* ce que beaucoup pensaient tout bas : la candidate a souffert d'un déficit d'incarnation. Sérieuse sur la forme, supposée compétente sur

le fond – elle a été une ministre appréciée et gère la plus grande région d'Europe –, Valérie Péresse a eu du mal à imposer un style et à donner un élan à sa campagne, en dépit de nombreux déplacements sur le terrain, dans le sillage de son mentor, Jacques Chirac. Alors qu'elle n'a cessé de vanter un projet d'alternance « solide », elle n'est pas parvenue à imposer ses propositions dans le débat public, parasité par le Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Intenses turbulences

Exceptés l'augmentation de 10 % des salaires et la diminution des droits de succession, rien n'a imprimé. La candidate a accumulé aussi les maladroites de communication, devenant la risée des réseaux sociaux, où les jeunes zemmouristes se sont montrés redoutables d'efficacité, tandis que la stratégie numérique fut un gros point faible de l'équipe Péresse. Les stratèges LR se sont également lourdement trompés au sujet d'Eric Zemmour. Ils sont restés longtemps persuadés que

l'arrivée tonitruante du polémiste dans le jeu présidentiel était une chance inespérée pour LR, parce qu'il siphonnait les électeurs de Marine Le Pen et abaissait le ticket d'entrée au second tour. Focalisés sur la proximité idéologique entre les électeurs du Rassemblement national et les sympathisants de Reconquête!, ils n'ont pas vu la proximité sociologique entre ces derniers et les électeurs LR.

Affaiblie par son match avec Zemmour, qui a in fine profité à Le Pen, Péresse n'a jamais eu celui dont elle rêvait avec Macron, ce dernier différant sans cesse son entrée en campagne et refusant tout débat avec ses opposants. Constamment reléguée en deuxième division, la présidente de la région Ile-de-France, qui se posait pourtant en seule réponse crédible au président sortant, a dû se contenter de débattre avec Eric Zemmour, Marion Maréchal, le communiste Fabien Roussel ou l'« insoumis » Adrien Quatennens, Marine Le Pen évitant, elle aussi, la candidate LR. L'ancien président Sarkozy, en refusant de la soutenir

publiquement et en décochant ses flèches en privé, a contribué à saper sa crédibilité et son autorité.

Pour la candidate, la campagne a ressemblé à un chemin de croix. A la fin, elle ne prenait même plus la peine de le cacher, confessant une hernie discale, des « difficultés à fendre une armure épaisse comme ça », ou que sa mère « souffrait en silence » en suivant sa campagne.

Paradoxalement, elle a semblé se libérer dans les derniers jours avant le premier tour. « Vous m'avez vue trébucher, me relever, vous avez découvert ma résistance. Je ne lâche rien », a-t-elle lancé, le 3 avril, porte de Versailles, dans un meeting parisien censé « laver l'affront du Zénith ». Un discours offensif qui sonnait – enfin – juste. Bien trop tard pour redresser la barre. Ce crash électoral ouvre la voie à d'intenses turbulences à droite. Le parti LR, que beaucoup imaginent imploser dans les jours ou les semaines à venir, doit tenir un bureau politique lundi à midi. Rien ne dit que le parti gaulliste survive à cette présidentielle. ■

S. DE R.

La déroute d'Hidalgo hypothèque l'avenir du PS

La candidate a obtenu 1,74 % des voix, le plus bas score jamais atteint par un ou une socialiste dans l'élection

Le score de premier tour est vertigineux pour un parti qui aura autant animé la vie politique française sous la V^e République ; 1,74 % : juste de quoi devancer les candidats trotskistes Nathalie Arthaud et Philippe Poutou. Dix ans après l'élection de François Hollande, Anne Hidalgo pulvérise le déjà triste score de Benoît Hamon (6,36 %) en 2017, et même celui de Gaston Defferre en 1969 (5,01 %) au panthéon des grandes défaites du socialisme. A l'annonce de ce chiffre, prédit depuis des mois, le silence a fait loi dans l'intimiste salle du restaurant Poinçon, dans le 14^e arrondissement de Paris, transformée pour la soirée en QG de la candidate. Aucun cri d'étonnement n'a retenti, laissant les quelques militants présents frôler le crépuscule du Parti socialiste (PS).

Jamais, au long de son chemin de croix présidentiel, Anne Hidalgo n'aura bénéficié de la moindre embellie. Pourtant, il fait très beau et des espoirs sont permis quand elle déclare sa candidature, le 12 septembre 2021, à Rouen. Si le PS est affaibli au niveau national, si la social-démocratie semble un concept usé, la maire de Paris entend profiter de la force de frappe encore efficace de son parti dans les territoires. Elle place d'ailleurs son « équipe de France des maires » sur le devant de sa scène. Elle mise sur sa stature de femme

d'Etat et l'élaboration d'un programme réaliste de gauche de gouvernement. C'est le temps de l'euphorie, vite douchée. « Ce fut une épreuve constante de passer le mur du son », raconte le maire socialiste de Nancy, Mathieu Klein, coordinateur du programme présidentiel. Anne Hidalgo est incapable de susciter de l'intérêt pour ses propositions sur l'éducation, la santé ou les inégalités. En revanche, elle n'aura cessé de pester contre ces mauvais sondages aux prédictions autoréalisatrices.

Improvisation et impréparation
Mais il n'y a pas que ça. La détermination de la maire de Paris ne peut occulter une certaine improvisation et une impréparation qui vont miner sa campagne. Son équipe mettra un temps fou à trouver son rythme de croisière, tandis que son influence s'avèrera de plus en plus résiduelle. Anne Hidalgo est investie officiellement à la mi-octobre 2021 par un PS empoussiéré qui n'a réussi ni à se remettre de sa déconfiture de 2017 ni à travailler à son avenir pendant les cinq années écoulées. La mésentente d'Anne Hidalgo avec Olivier Faure, le premier secrétaire du parti, ne se démentira jamais. Les incidents de frontière entre l'équipe de campagne et le PS seront incessants.

Pour ne rien arranger, en décembre 2021, il y a l'irruption dans la présidentielle, certes

éphémère, de Christiane Taubira, qui ajoute beaucoup de flou dans une campagne déjà mal emmanchée. Il y a, aussi, la publication d'un programme solide, mais pas assez inattendu, ou spectaculaire, quand on est aussi en difficulté dans les sondages.

Anne Hidalgo s'accroche. Samedi 5 février, la prétendante socialiste inaugure son comité de soutien autour de l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve. Elle interpelle les journalistes : « Vous me posez encore la question de savoir si je vais me retirer ? Vous me connaissez mal. Vous allez vous fatiguer avant moi. » Sa ténacité : l'unique motif de satisfaction, peut-être, à rete-

LA MÉSSENTENTE DE LA CANDIDATE AVEC OLIVIER FAURE, LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI, NE S'EST JAMAIS DÉMENTIE

nir. Anne Hidalgo n'aura réussi à créer la sensation qu'à deux reprises. Quand, à l'orée de sa campagne, les médias s'emparent d'une idée personnelle qu'elle avait avancée dans son livre, *Une femme française*, publié en septembre 2021 aux Editions de l'Observatoire : doubler le salaire des professeurs. Mais cette mesure, trop imprécise, disparaît bien vite du futur programme présidentiel officiel.

Un dîner qui écœure
Second coup de force : le mercredi 8 décembre 2021, elle descend à Poitiers d'un train qui devait l'emmener à La Rochelle pour une visite de terrain. Sur un coup de tête, elle décide de faire demi-tour pour s'inviter, le soir même, sur le plateau du journal télévisé de TF1, et proposer une primaire à tous ses concurrents de gauche... qui n'aura jamais lieu. Elle se heurte, dans la même soirée, à un mur de « non » de la part de tous ses concurrents de gauche. Dans les dernières semaines qui précèdent le scrutin, pour chercher, une dernière fois,

à exister, elle espère profiter de l'invasion russe en Ukraine pour accuser l'« insoumis » Jean-Luc Mélenchon, en position hégémonique à gauche, d'être, et d'avoir été, beaucoup trop conciliant avec le régime du président russe, Vladimir Poutine. Elle reste inaudible... Toujours.

Comme un ultime symptôme mortifère, Anne Hidalgo a parachevé sa campagne dès le mercredi 6 avril, sur une dernière manœuvre mal inspirée. A quatre jours du premier tour, elle veut anticiper la recomposition de la gauche en invitant, en catimini, François Hollande, la maire de Lille, Martine Aubry, ou encore Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, mais pas Olivier Faure, à un dîner secret que *Le Monde* ébruie et qui écœure les militants. Un premier calvaire est terminé.

Anne Hidalgo doit désormais se relever d'une défaite personnelle cinglante, la fragilisant dans son rôle d'édile de Paris. Concernant le PS, la candidate avait assuré, dès vendredi 8 avril, que, quels que soient les périls, il « se relèvera », tout en reconnaissant qu'il

faudra « s'ouvrir » et engager un « travail » pour la reconstruction. Elle semble verser dans l'euphémisme : ce sont des défis colossaux que le PS devra affronter pour maintenir vivace une toute petite flamme.

Il faudra, déjà, tenter de sauver les meubles lors des élections législatives, les 12 et 19 juin. Juste après le verdict des urnes, devant les caméras et les micros tendus, des membres de l'équipe de campagne ont voulu privilégier une « union des forces de gauche » avec les écologistes et les communistes. Olivier Faure, lui, désertait rapidement la soirée électorale d'Anne Hidalgo, pour appeler tout autant à une refondation de la gauche, mais dans une déclaration séparée. Pour l'instant, on assiste plutôt à un condensé de ce qu'on peut imaginer de pire pour un parti politique : des seconds couteaux qui s'agitent autour d'un maigre feu de joie et quelques éléphants socialistes qui dansent dans l'ombre pour essayer de garder une place. ■

MARIE POUZADOUX ET LAURENT TELO

Le pari perdu du communiste Roussel

Le candidat du PCF a réuni 2,31 % des suffrages exprimés et dépasse le PS à gauche

Soir de premier tour de la présidentielle, place du Colonel-Fabien, en ce dimanche 10 avril. Cela faisait quinze ans que l'on n'avait pas connu ça au siège parisien du Parti communiste français (PCF). Après avoir rallié Jean-Luc Mélenchon en 2012 sous la bannière du Front de gauche et en 2017, sous celle de La France insoumise, le PCF avait, cette fois, décidé de faire cavalier seul. Un pari à moitié raté puisque son candidat, Fabien Roussel, obtient 2,31 % des suffrages au premier tour.

Un meilleur score que celui d'Anne Hidalgo, la candidate du Parti socialiste (PS), qui obtient le pire résultat de l'histoire de son mouvement politique avec 1,74 %. Batte le PS pour la première fois depuis 1969 est une maigre consolation pour la plupart des soutiens de Fabien Roussel. « Il n'y a pas grand-chose qui peut réchauffer le cœur ce soir quand on est républicain », déplore Isabelle Amaglio-Terisse, la coprésidente des Radicaux de gauche, alliés du communiste.

Déçu mais lucide face au score cumulé de l'extrême droite, l'adversaire historique du parti communiste, Fabien Roussel a appelé, dans la soirée, à voter en faveur du président sortant, Emmanuel Macron. « Jamais nous ne baliserons l'extrême droite et ses idées, c'est pourquoi j'appelle ce soir à battre l'extrême droite en se servant du seul bulletin à notre disposition », a-t-il lancé devant une centaine de militants et sympathisants réunis devant lui. Avec le score de ce dimanche soir, Fabien Roussel fait mieux que Marie-George Buffet en 2007, la dernière candidate communiste à une élection présidentielle qui avait obtenu 1,93 % des suffrages exprimés.

Une consolation bien trop maigre pour les militants « des jours heureux », du nom du slogan du candidat communiste. « Le retour du PCF est une bonne chose, mais il aurait dû faire mieux, autour de 4 % ou 5 % s'il n'y avait pas eu cette compétition du vote utile à gauche », regrette Hugo (qui n'a pas souhaité donner son nom), un enseignant des Hauts-de-Seine, sympathisant de longue date du parti. Une analyse partagée par les cadres de sa famille politique. « Depuis quelques jours, j'avais senti cette vague du vote utile, déplore Ian Brossat, le directeur de campagne de Fabien Roussel, et adjoint PCF à la Mairie de Paris. Au final, ce vote a-t-il été si utile que ça ? On voit qu'il a surtout profité au président de la République. »

Une campagne remarquée, même à droite
Pour autant, il refuse, pour le moment, de cibler Jean-Luc Mélenchon, le concepteur du « vote efficace » à gauche. « Je ne suis pas là pour régler des comptes. Le premier enjeu est de faire barrage à Marine Le Pen, qui risque de gagner et, ensuite, il faudra reconstruire la gauche. »

Cette reconstruction passera sans aucun doute par Fabien Roussel, qui vient, malgré tout, de réaliser un score honorable pour le PCF, même si en deçà du record de Robert Hue en 2002 qui avait réuni 3,37 % des voix.

Celui qui avait défendu la théorie du « rousselement » en opposition au « ruissellement » attribué au président sortant, Emmanuel Macron, échoue donc à passer la barre symbolique des 5 % des suffrages, synonyme de remboursement des frais de campagne par l'Etat. La faute aux affaires ? Le député communiste est visé par une enquête pour

« détournement de fonds publics » depuis le début du mois de mars après la publication d'un article de *Mediapart*, en février, qui fait état d'un supposé emploi fictif lorsqu'il était assistant parlementaire de Jean-Jacques Candelier entre 2009 et 2014. « Je ne pense pas que cette affaire a joué un rôle, balaie Pierre Ouzoulis, le sénateur PCF des Hauts-de-Seine. Ce score est une déception, car cette logique de vote utile à droite comme à gauche a tout balayé », analyse-t-il.

Avant les derniers jours de la campagne et les appels de Jean-Luc Mélenchon à voter en sa faveur, lui qui était le mieux placé à gauche dans les intentions de vote, Fabien Roussel avait réalisé une campagne remarquée. Il avait mis l'accent sur les « donneurs de leçons » à gauche, ceux qui pensent « qu'on n'aurait plus le droit de manger de la viande ». Une prise de position qui lui avait même permis de gagner le respect d'une partie de la droite, de Valérie Pécresse (Les Républicains) à Geoffroy Roux de Bézieux, le patron du Medef.

Mais, désormais, c'est bien vers la gauche que le communiste va devoir se tourner. Après avoir constaté au soir de ce premier tour que « le total des voix de gauche est inférieur à celui de l'extrême droite », M. Roussel a appelé tous les candidats de gauche à se réunir prochainement pour établir une stratégie « pour reconstruire la gauche ». Olivier Marchais, fils de Georges, figure historique du PCF, et ami d'enfance de Fabien Roussel, se veut optimiste. « La vie ne s'arrête pas ce soir (...). Les Français auront besoin d'élus communistes dans la vie de tous les jours. » La bataille des élections législatives s'amorce déjà. ■

CHARLES-ÉDOUARD AMA KOFFI

Lassalle achève sa nouvelle campagne à 3,16%

Le député des Pyrénées-Atlantiques s'était lancé dans un tour de France avec un car

Pour sa deuxième participation à une élection présidentielle, Jean Lassalle a obtenu 3,16 % des voix au premier tour, dimanche 10 avril. Le député béarnais fait bien mieux qu'en 2017, où il avait obtenu 1,21 % des suffrages. Durant cette campagne, le candidat de Résistons ! a régulièrement déploré son manque de visibilité dans les médias. Il a été jusqu'à menacer à la mi-mars de retirer sa candidature pour protester contre le fait de ne pas avoir été invité à une émission diffusée sur TF1. M. Lassalle estimait alors être considéré comme « un candidat de merde et inutile », « comme s'il pouvait y avoir en France des candidats réels et des candidats de merde dont on n'a pas besoin ». Il avait finalement maintenu sa candidature quelques jours plus tard.

« Reconstruire un Etat »
Pour faire entendre ses idées, M. Lassalle s'était lancé dans un tour de France avec un car spécialement décoré à son effigie, en partant de son village natal de Lourios (Pyrénées-Atlantiques). Dans son programme, M. Lassalle souhaitait notamment « reconstruire un Etat » qui soit à la

fois « un symbole mais aussi un outil ». Défenseur de « la France authentique et de la ruralité », il proposait de mettre la France « en congé » des directives européennes sur la biodiversité et plaide pour trois référendums portant sur l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), la baisse de la TVA sur les hydrocarbures de 20 % à 5,5 % et la reconnaissance du vote blanc.

Promettant un accès à l'hôpital à moins de quarante minutes de route pour chaque Français, il prônait également la création de 100 000 postes d'aides-soignantes et d'infirmières. Au cours d'un de ses derniers meetings, le 3 avril à Pau, Jean Lassalle avait promis de donner tous ses biens « au profit de l'association pour le maintien d'une agriculture paysanne » s'il ne respectait pas ses promesses une fois élu.

S'il n'aura pas l'occasion d'appliquer son programme à l'Élysée, le Béarnais avait déjà fait savoir en janvier dans les colonnes de *La République des Pyrénées* qu'il comptait bien se présenter pour un cinquième mandat de député aux élections législatives des 12 et 19 juin. ■

SERVICE POLITIQUE

On estime à plus de 25 % la part d'électeurs qui ne sont pas allés voter

RENNES, LILLE, MARSEILLE, SAINT-DENIS (LA RÉUNION) -
correspondants

Ce qu'il reste des « gilets jaunes » plane sur le scrutin. A Grand-Bourgtheroulde (Eure), où Emmanuel Macron (La République en marche, LRM) avait entamé le « grand débat national » en 2019, en réponse à la révolte, Florence et Hubert confient qu'ils les soutenaient, même s'ils n'ont pas tenu de rond-point : « *Tout le monde souffre indirectement* », disent-ils, en évoquant leur chariot de courses de plus en plus « *riciqui* » et les prix à la pompe qui explosent.

JACQUES MONTUPET
retraité

La colère qui sourd des files d'attente ne détourne pas d'autres

La peur de l'extrême droite est partout présente. En cette fin de matinée ensoleillée à Rennes, Frédéric Chevrolais et Bertrand Pelard ont sorti une bouteille de vin blanc, des baguettes et du pâté. Accoudés à une table haute, les deux brocanteurs surveillent leurs stands installés sur le mail François-Mitterrand, dans le centre-ville. Arnaud, un confrère, les rejoint. Le quadragénaire n'ira pas voter, ce dimanche, persuadé d'un résultat « *Le Pen-Macron* ». Les deux commerçants venus des Côtes-d'Armor et du Morbihan le grondent. « *Flippés* » par les partis d'extrême droite, eux ont fait une procuration pour voter Jean Lassalle. « *J'ai hésité à poser une de ses affiches sur mon ca-*

BENOÎT FLOC'H
AVEC CAMILLE BORDENET,
LUC BRONNER, DENIS COSNARD,
BENJAMIN KELTZ, LAURIE MONIEZ,
GILLES ROF, LUCIE SOULLIER
ET JÉRÔME TALPIN

Cinq ans plus tard, la magie s'est dissipée. «Aujourd'hui, Macron

Enfin, l'évolution des rapports de force à gauche suit des voies opposées dans les deux pays : en Allemagne, le SPD et les Verts ont rassemblé près de 40 % en septembre, en hausse de 10 points. A l'inverse, le parti de la gauche radicale, Die Linke, n'a recueilli que 5 % des suffrages, le pire score de son histoire. Un miroir inversé de la situation française où, dimanche, c'est le candidat de La France insoumise – dont les élus siègent avec ceux de Die Linke au Parlement européen – qui a pris l'ascendant sur une gauche dont le pôle social-démocrate est en état de mort clinique et dont la composante écologiste ne pèse que 5 %, soit quatre fois moins qu'en Allemagne. ■

THOMAS WIEDER

MARIA UDRESCU



CARNET DE CAMPAGNE

PAR GUILLAUME HERBAUT

Karine attend devant l'attraction Discobelix, au parc Astérix. Dimanche 10 avril, elle est venue de Bourges avec cinq amis : « On avait déjà réservé nos billets et on ne savait pas qui choisir, alors on n'a pas été voter. » Un tour de manège plus tard, il y a Carole, Claudette et Margot, trois générations de femmes venues de Carvin (Pas-de-Calais), avec un groupe de 10 personnes. Ils sont tous allés voter ce matin avant de partir. « On a fait nos devoirs ! », disent-elles en rigolant. Plus loin, Adeline et Florian déambulent dans l'exposition « L'aventure d'Astérix ». Ils ont la trentaine, viennent de Lyon et travaillent dans un laboratoire : « On n'a pas voté aujourd'hui. Dans tous les cas, on aurait voté blanc. On ne se retrouve dans aucun programme. »

Patrick et Nathalie, eux, ont voté. « Mais vous savez, on a 68 et 67 ans, alors, quel que soit le résultat, on n'est pas inquiets. » Dans l'arène romaine, Gaulois et légionnaires combattent sous l'œil de César. Ce dernier demande au public de voter pour les gagnants des épreuves. Une parodie de démocratie. C'est à celui qui criera le plus fort. Le public, unanime, soutient les Gaulois. A la sortie du parc, l'un des gardiens vient d'avoir le chiffre des visiteurs de la journée : « 7000, c'est moins qu'attendu, mais vous savez, aujourd'hui, c'est un grand jour, c'est celui des élections. »

GUILLAUME HERBAUT/AGENCE VU' POUR « LE MONDE »

A la télé, un front républicain... sous conditions

Au fil de la soirée électorale, les appels à faire barrage à l'extrême droite se sont assortis de réserves

A 20 heures, sur les plateaux de télévision, on aurait pu avoir l'illusion d'une soirée électorale et d'un premier tour « à l'ancienne », tel qu'on les connaît depuis que l'extrême droite a pris l'habitude de se hisser au second tour de la présidentielle. Dimanche soir 10 avril, après la qualification de Marine Le Pen, qui la met pour la première fois en position de gagner l'Élysée, les consignes de vote sont même tombées plus tôt que d'habitude.

Dans l'ordre : « Je vous appelle avec gravité à voter contre l'extrême droite de Marine le Pen en vous servant du bulletin de vote Emmanuel Macron » (Anne Hidalgo). « Je voterai en conscience Emmanuel Macron pour empêcher l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen et le chaos qui en résulterait » (Valérie Pécresse). « J'appelle à battre l'extrême droite, à la mettre en échec en se servant du seul bulletin qui sera à disposition » (Fabien Roussel). « J'appelle à faire barrage à l'extrême droite en déposant dans l'urne un bulletin Emmanuel Macron » (Yannick Jadot). Arrivé en troisième position (21,95 % des voix), Jean-Luc Mélenchon répète quatre fois : « Il ne faut pas donner une seule voix à M^{me} Le Pen. » Bel unanimité.

« On dit que Valérie Pécresse a été meilleure ce soir que d'habitude parce qu'elle est enfin elle-même :

elle a montré que le peccrisme était un macronisme », ironise le journaliste du Figaro Alexandre Devecchio. Il commente sur CNews le début de la soirée électorale avec sa collègue Eugénie Bastié, le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté et la journaliste de Valeurs actuelles Charlotte d'Ornellas.

Une petite musique inconnue

Les mines sont sombres mais le mauvais score d'Eric Zemmour, ancienne vedette de la chaîne, reste encore un sujet tabou. « Il arrive à 7 % ; ce n'est pas rien du tout, il aurait pu s'effondrer comme les autres », commente plus tard dans la soirée Louis de Ragueneil, chef du service politique d'Europe 1 et ancien de Valeurs actuelles. Mais ce qui compte, dès 20 heures, c'est ce « barrage » dressé contre l'extrême droite, que Devecchio appelle « droite nationale-conservatrice ». « Le front républicain aura-t-il lieu ? », le bandeau s'impose vite sur CNews, tandis que Sonia Mabrouk demande à ses invités : « Tout le monde dit que le front républicain est usé, vous pensez aussi que c'est un modèle épuisé ? »

Sur les plateaux télévisés, en début de soirée, il a encore de beaux restes. Seul le député des Républicains Eric Ciotti, sur TF1, fait bande à part en expliquant dès 20h14, avant même la déclara-

tion de sa candidate, qu'il « ne votera pas Emmanuel Macron au second tour » et « ne donnera pas de consigne de vote ».

Mais sur CNews, deux invités venus du Parti socialiste (PS) font entendre une petite musique jusqu'ici inconnue. Julien Dray, alias « Baron noir », et Manuel Valls, ancien premier ministre de François Hollande, semblent expliquer que faire barrage au Rassemblement national (RN) ne veut pas dire se rallier sans conditions. « Plutôt qu'un front antifasciste », Dray appelle à construire une « coalition positive », sur le modèle d'une coalition à l'allemande, tandis que Valls parle de « pacte républicain » et d'« unité républicaine ». Bref, il faudrait que le président fasse quelques gestes avant le second tour et les législatives.

A droite aussi, les appels du pied au président de la République ne se font pas attendre. Dès 20 heures, le député Les Républicains (LR) Guillaume Larrivé, qui a voté pour Valérie Pécresse ce dimanche, appelle sur Twitter à construire avec le président sortant « une nouvelle majorité pour faire réussir la France ». Jean-François Copé lui emboîte le pas : « Là où vous avez aujourd'hui une majorité de godillots, je dis qu'il faut recomposer la pratique politique, lance l'ancien patron de l'UMP sur France 2. Il va falloir qu'Emmanuel Macron change sérieusement sa

« CE SOIR, JE DIS À EMMANUEL MACRON QUE LES CASTORS SONT FATIGUÉS »

ÉRIC PIOLLE
maire EELV de Grenoble

manière de gouverner (...). Il faut que la droite de gouvernement y soit associée. » Il souhaite un « nouveau pacte gouvernemental ». Pacte, le mot est le même que celui employé par Dray et Valls. La droite aussi veut quelques gages.

Peu avant 22 heures, le candidat Macron évoque comme en écho « un grand mouvement politique d'unité et d'action pour notre pays ». Seul à la tribune, au milieu de ses supporters, le vainqueur assure : « Je souhaite tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France. Je suis prêt à inventer quelque chose de nouveau pour rassembler les convictions et les sensibilités diverses afin de bâtir avec eux une action commune au service de notre nation. »

Il n'emploie pas les mots de pacte, de droite ou de gauche de gouvernement, ni le terme de « nouvelle majorité », mais il y a comme un signe de bonne volonté et un parfum d'ouverture. Ségolène Royal vient de l'écouter en direct, sur le plateau de TF1.

L'ancienne candidate du PS en 2007, qui a voté Jean-Luc Mélenchon, explique qu'« Emmanuel Macron doit intégrer ce qui vient de se dire dans les urnes par rapport au score » élevé du candidat de La France insoumise.

La mine sévère, Sandrine Rousseau a suivi sur France 2 l'appel de Yannick Jadot à faire barrage à la candidate du RN. Ils sont tous deux dirigeants d'Europe Écologie-Les Verts, mais elle pose, elle, ses conditions : « C'est à Emmanuel Macron d'aller chercher les électrices et les électeurs qu'il a savamment humiliés pendant tout son mandat, les « gilets jaunes », les écologistes. Je voterai pour lui et j'appelle à ce qu'aucune voix n'aille à l'extrême droite, mais je lui dis : il faut que vous descendiez de votre piédestal et alliez chercher les électeurs de gauche. »

« Pas une alliance »

Sur CNews, la ministre de la fonction publique, Amélie de Montchalin, venue de l'UMP, décrypte – à sa façon – la parole présidentielle : « Notre rassemblement n'est pas une coalition à l'allemande. Mais si un Raffarin, un Chevènement, un Rebsamen, un Woerth veulent nous rejoindre... » Pas très clair, puisque ces quatre-là se sont ralliés avant le premier tour, mais on comprend que pour elle il n'est pas question que le chef de l'État donne trop de gages à gauche. Elle

précise : « Notre projet est un projet social, mais ce n'est pas un petit bout de ci, un petit bout de ça. »

L'« insoumis » Alexis Corbière a-t-il entendu les réserves de la ministre ? Deux heures à peine après le discours d'Emmanuel Macron, il confie sur BFM : « Peut-être que certains de mes amis n'arriveront pas à voter pour la retraite à 65 ans... » Sur FranceTVinfo, le maire écologiste de Grenoble, Eric Piolle, semble méfiant : « Depuis que j'ai l'âge de voter, on nous fait construire des barrages contre l'extrême droite, toujours plus hauts, toujours plus loin. Ce soir, je dis à Emmanuel Macron que les castors sont fatigués. La République est en sursis. Il doit s'en rendre compte ou aucun barrage ne suffira. »

Encore plus tard, l'une des porte-parole de Valérie Pécresse, Florence Portelli, rappelle sur BFM que le vote en faveur d'Emmanuel Macron « n'est pas une alliance ». Et la soirée électorale n'est pas encore terminée que le patron des Jeunes Républicains, Guilhem Carayon, 22 ans, s'affranchit de la candidate malheureuse des Républicains et tweete : « Pendant cinq années, nous avons combattu la politique d'Emmanuel Macron. Par cohérence, je ne voterai donc pas pour lui. Les consignes de vote rappellent trop l'ancien monde. Je me garderai bien d'en donner. » ■

RAPHAËLLE BACQUÉ
ET ARIANE CHEMIN



Deux projets en apesanteur financière

C'était devenu une tradition, presque un héritage politique. A chaque alternance, sa « commission du bilan ». L'exercice avait commencé en 1981, quand François Mitterrand avait confié l'audit des années Giscard-Barre à un haut fonctionnaire irréprochable : François Bloch-Lainé. Les conclusions de l'ancien directeur du Trésor déçurent ceux qui, à gauche, attendaient une condamnation sans appel du septennat précédent. « *Si nous avons été nuancés dans notre bilan, confiait-il alors au Monde, ce n'est pas par prudence mais par conviction. La réalité est nuancée.* »

Suivirent d'autres commissions : en 1993, avec le retour de la droite au pouvoir, et en 1997, après l'arrivée du socialiste Lionel Jospin à Matignon ; puis celle de son successeur chiraco-libéral Jean-Pierre Raffarin, en 2002. La Cour des comptes prit le relais, en 2012 et 2017, au début des quinquennats de François Hollande et d'Emmanuel Macron. Quel que soit le président élu cette année, et qu'il y ait un bilan ou non, il devra adresser très vite à Bruxelles sa trajectoire financière. En 2017, la Cour avait sans attendre souligné le manque de « *sincérité* » des prévisions gouvernementales. Le diagnostic était juste, puisque les dépenses de l'Etat (hors Covid) ont dépassé de 65 milliards d'euros la prévision initiale, selon les calculs du Sénat.

Fin 2021, le déficit et la dette publics représentent 6,5 % et 112,9 % (2813 milliards d'euros) de la richesse nationale ; le service de la dette reste le troisième poste de dépenses de l'Etat (38,4 milliards d'euros), derrière l'éducation et la défense ; le « trou » de la Sécurité sociale a été de 24,6 milliards l'an dernier, après 38,4 milliards d'euros en 2020, et il faudra au moins dix ans pour remettre ses compteurs à zéro. Et puis, à quoi bon une commission ad hoc ? La Cour des comptes va poursuivre son œuvre de transparence... sans que ses mises en garde soient suivies d'effets.

Argent magique

Depuis trois ans, la France vit en apesanteur financière. Les Français baignent dans un doux irénisme. L'argent est devenu magique. Le débat sur la rigueur n'est plus de saison, et les candidats ont éludé le sujet de la maîtrise de la dette, devenu l'impensé de la campagne présidentielle. Marine Le Pen n'en a pas fait une priorité. Le mot ne figure pas dans la « Lettre aux Français » d'Emmanuel Macron. Même Eric Woerth, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, naguère vigie sourcilieuse de la dérive des comptes publics, s'est fait discret depuis son départ des Républicains et son ralliement au chef de l'Etat.

Seule la candidate LR, Valérie Pécresse, a accusé M. Macron d'avoir « *cramé la caisse* » et de laisser une « *énorme addition cachée* » – sans plus de précisions. Il fallait un certain courage, mais aussi beaucoup de témérité, pour reprendre le registre alarmiste de François Fillon, tant les finances de l'Etat et de la protection sociale sont tributaires des aléas de la conjoncture : il assu-

LES CANDIDATS ONT ÉLUDÉ LE SUJET DE LA MAÎTRISE DE LA DETTE, DEvenu L'IMPENSÉ DE LA CAMPAGNE

rait, en 2007, avoir trouvé un pays « *en situation de faillite* » ; à son départ de Matignon, cinq ans plus tard, après la crise financière de 2008-2009, la dette avait augmenté de 637 milliards d'euros.

« *Quand on passe les bornes, il n'y a plus de limites* », ironisait le poète Alfred Jarry. Ainsi le président sortant a-t-il lui-même contribué à libérer la plupart de ses adversaires de toute inhibition. Ils se sont bien gardés de stigmatiser sa politique du « *quoi qu'il en coûte* », qui a sauvé des milliers d'entreprises et maintenu le pouvoir d'achat de millions de salariés à travers le chômage partiel de longue durée, sans qu'il en tire le moindre dividende électoral.

M. Macron n'a jamais fait de l'endettement du pays son « obsession ». Début 2019, en pleine crise des « gilets jaunes », il affirmait que le débat sur le respect des plafonds européens de 3 % de déficit et de 60 % de dette par rapport à la richesse nationale était d'« *un autre siècle* » : le XX^e, où furent adoptés les critères de Maastricht (1992), suspendus depuis deux ans. La crise sanitaire et la guerre en Ukraine justifient, selon lui, un paradigme mêlant interventionnisme, planification et investissement dans l'avenir. Nécessaire, cet effort a été chiffré à 50 milliards d'euros par an par M. Macron et à 68 milliards par M^{me} Le Pen.

Malgré la dégradation de sa situation financière, la France a besoin d'investir dans des secteurs vitaux : l'éducation, avec une revalorisation du salaire des enseignants en contrepartie de « *nouvelles missions* » et la poursuite du dédoublement des classes ; la santé, où il faudra un autre Ségur et des milliards supplémentaires pour attirer à l'hôpital et repenser son articulation avec la médecine de ville ; les personnes âgées, qui méritent une meilleure prise en charge en Ehpad ou à domicile ; la transition écologique, qui suppose des aides aux ménages modestes pour conjurer une explosion sociale ; la réindustrialisation, qui nécessite une nouvelle baisse d'impôts de production ; la défense, dont les crédits sont insuffisants pour préparer les armées à un conflit de haute intensité...

Le financement ? Les deux candidats encore en lice affirment qu'il viendra d'économies (mal identifiées ou surestimées), de la lutte contre la fraude fiscale et sociale (mantra de l'extrême droite) et de la croissance (miraculeuse). Pour l'heure, l'endettement reste soutenable grâce à des taux d'intérêt réels négatifs et au regain d'activité, qui a gonflé les recettes fiscales de 20 milliards d'euros en 2021. Comment croire, pour autant, au scénario vertueux d'un rétablissement des comptes publics en fin de quinquennat ?

La guerre en Ukraine assombrit l'horizon et alimente l'inflation. La France n'est pas à l'abri d'une remontée des taux de la Banque centrale européenne au-dessus de la croissance, qui fléchira cette année. Il ne faut pas balayer d'un revers de main les Cassandra qui rappellent que l'indépendance financière est aussi importante que la souveraineté militaire, technologique et énergétique. ■

**FIN 2021,
LE DÉFICIT ET LA
DETTE PUBLICS
REPRÉSENTENT
6,5 % ET 112,9 %
DE LA RICHESSE
NATIONALE**